

**Arrêt N°454/07 X.
du 10 octobre 2007**

La Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, a rendu en son audience publique du dix octobre deux mille sept l'arrêt qui suit dans la cause

e n t r e :

défaut **X.) alias X'.) alias X''.),** né le (...) (autre date indiquée (...)) à (...) (Allemagne), demeurant (...) – immeuble « (...)», (...)ou (...), ayant élu domicile en l'étude de Maître Rosario GRASSO, à L-1521 Luxembourg, 122, rue Adolphe Fischer,

- défendeur au civil, intimé -

en présence de:

1. **Maître Pascale SPELTZ,** avocat, demeurant à Luxembourg, prise en sa qualité de curateur de la faillite de la société **SOC1.)** s.a., -

demanderesse au civil, appelante

2. **A.),** demeurant (...), CH-(...),élisant domicile en l'étude de Maître Lex THIELEN, avocat, demeurant à Luxembourg, -

demandeur au civil, appelant

3. **B.**), demeurant (...), D-(...), comparant par Maître Hans-Friederich LUCHTERHANDT, avocat, inscrit au barreau de Munich, demeurant à D-Schondorf am Ammersee,

demandeur au civil, appelant

4. **C.**), demeurant (...), D-(...), comparant par Maître Anne GROSSMANN, en remplacement de Maître Alain LORANG, avocats, demeurant tous les deux à Luxembourg, -

demandeur au civil, appelante;

e t :

e n p r é s e n c e d u :

ministère public, **partie jointe.**

FAITS :

Les faits et rétroactes de l'affaire résultent à suffisance de droit d'un jugement rendu contradictoirement par une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg le 14 juillet 2005 sous le numéro 2456/2005, dont les considérants et le dispositif sont conçus comme suit :

Par citation du **27 avril 2005** Monsieur le Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu de comparaître à l'audience publique du **21 juin 2005** devant le tribunal correctionnel de ce siège, pour y entendre statuer sur les préventions suivantes:

infractions aux articles 198, 199bis, 184 sinon 505, et 231 du code pénal ; faux et usage de faux ; principalement escroquerie, subsidiairement abus de confiance ; infractions à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

A l'audience publique du **21 juin 2005**, le prévenu **X.)** ne comparut pas.

Les témoins **T1.)**, **T2.)** et **T3.)** furent entendus, chacun séparément, en leurs déclarations orales, après avoir prêté le serment prévu à l'article 155 du code d'instruction criminelle.

Maître Lex THIELEN, avocat, demeurant à Luxembourg, se constitua partie civile pour et au nom de **A.)**, préqualifié, demandeur au civil, contre le prévenu **X.)** préqualifié, défendeur au civil. Il donna lecture des conclusions écrites qu'il déposa ensuite sur le bureau du tribunal et qui furent signées par Madame le vice-président et par le greffier.

Maître Hans-Friederich LUCHTERHANDT, avocat, demeurant à D-Schondorf am Ammersee, se constitua partie civile pour et au nom de **B.)**, préqualifié, demandeur au civil, contre le prévenu **X.)** préqualifié, défendeur au civil, et contre la société **SOC2.)** (Luxembourg) S.A.. Il donna lecture des conclusions écrites qu'il déposa ensuite sur le bureau du tribunal et qui furent signées par Madame le vice-président et par le greffier.

Maître Anne GROSSMANN, en remplacement de Maître Alain LORANG, avocats, demeurant tous les deux à Luxembourg, se constitua partie civile pour et au nom de **C.)**, préqualifié, demandeur au civil, contre le prévenu **X.)** préqualifié, défendeur au civil. Elle donna lecture des conclusions écrites qu'elle déposa ensuite sur le bureau du tribunal et qui furent signées par Madame le vice-président et par le greffier.

Maître Anne LAMBE, en remplacement de Maître Franz SCHILTZ, avocats, demeurant tous les deux à Luxembourg, se constitua partie civile pour et au nom de 1) principalement **D.)** et subsidiairement la société de droit allemand **SOC3.)** Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft mbH, 2) **E.)**, et 3) **F.)**, préqualifiés, demandeurs au civil, contre le prévenu **X.)** préqualifié, défendeur au civil. Elle donna lecture des conclusions écrites qu'elle déposa ensuite sur le bureau du tribunal et qui furent signées par Madame le vice-président et par le greffier.

Maître Pascale SPELTZ, avocat, demeurant à Luxembourg, prise en sa qualité de curateur de la faillite de la société **SOC1.)** s.a., demanda la mainlevée de la saisie judiciaire et la restitution des avoirs saisis du compte n°0996904 auprès de la Banque de Luxembourg.

Le représentant du Ministère Public, Georges OSWALD, substitut principal du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et conclut à la condamnation par défaut du prévenu **X.)**.

Le tribunal prit l'affaire en délibéré et fixa le prononcé au 12 juillet 2005. A cette date, le tribunal reporta le prononcé à l'audience publique de ce jour, et rendit le

J U G E M E N T qui suit:

Vu l'ordonnance de renvoi n° 357/05 du 17 février 2005 de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de Luxembourg renvoyant **X.)**, par application de circonstances atténuantes, devant une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement de Luxembourg régulièrement notifiée.

Vu la citation à prévenu du **27 avril 2005** (not. **22369/1999/CD**) régulièrement notifiée au prévenu **X.)**.

Le prévenu **X.)**, quoique régulièrement cité, ne comparut pas à l'audience. Il y a donc lieu de statuer par défaut à son égard.

Vu les résultats de l'enquête et vu l'instruction judiciaire diligentée par le juge d'instruction.

AU PÉNAL

Le Ministère Public reproche au prévenu **X.)** les préventions suivantes:

- 1) Sub I) d'avoir falsifié et fait usage de deux autorisations de séjour établies aux noms de **X''')** et d'avoir acquis ces deux autorisations de séjour falsifiées,
- 2) Sub II) d'avoir publiquement fait usage d'un faux nom, à savoir les noms de Dr. **X''''**) et **X''')**,

- 3) Sub III) d'avoir falsifié les tampons d'une autorité luxembourgeoise, sinon de les avoir recelés,
- 4) Sub IV) d'avoir commis des faux et fait usage de faux,
- 5) Sub V) d'avoir commis des escroqueries, sinon commis des abus de confiance,
- 6) Sub VI) d'avoir commis des infractions à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Les faits:

L'examen du dossier répressif ainsi que l'instruction de l'affaire à l'audience ont permis de dégager que les faits peuvent être résumés comme suit:

En date du 15 février 2000, **A.)**, demeurant à (...), a, par l'intermédiaire de **G.)**, porté plainte contre les responsables d'un établissement dénommé **SOC2.)**, établie à (...), du chef d'escroquerie.

Il ressort de cette plainte que **A.)** a investi une somme de deux millions de dollars sur un compte ouvert au nom de la **SOC2.)** de la BANQUE GENERALE DE LUXEMBOURG (ci-après BGL) qui avait promis un rendement de 80% sur une période de 90 jours pour la somme investie.

Le 15 février 2000, le mandataire de **A.)**, **G.)**, est venu au Luxembourg pour se rendre dans les bureaux de la **SOC2.)** au (...). A son arrivée dans le bâtiment, **G.)** a dû se rendre compte que l'établissement **SOC2.)** avait disparu sans laisser de traces.

Le compte bancaire sur lequel l'investissement de **A.)** avait été viré avait été vidé et l'argent transféré vers d'autres comptes ouverts dans d'autres banques.

Par l'intermédiaire d'un certain (...), **A.)** avait pris contact avec la **SOC2.)** à Luxembourg. Il s'était rendu au Luxembourg en date du 25 janvier 2000, accompagné par **G.)**, pour négocier encore des sécurités que **A.)** exigeait de la part de la **SOC2.)** pour garantir l'investissement de deux millions de dollars.

A.) avait signé un contrat de coopération avec la société japonaise **SOC4.)** qui devait réaliser l'investissement. En contrepartie, la **SOC2.)** devait recevoir des actions servant de garantie du capital investi.

G.) a été entendu par le juge d'instruction. Il ressort de son interrogatoire détaillé que lui-même avait fixé un rendez-vous avec un certain Dr. X''''.) qui "war nicht sonderlich erbaut von unserem Anliegen, die Sicherheitenfrage persönlich zu diskutieren".

Les deux hommes ont été soumis à un contrôle de sécurité avant d'être admis dans les bureaux du **SOC2.)**. Ils ont été accueillis par le Dr. X''''.) et un homme plus âgé, estimé par **G.)** à environ 60 ans.

G.) a, auprès du juge d'instruction, reconnu sur une photo montrant **X.)** l'homme s'étant présenté sous l'identité de Dr. X''''.). De même, il a identifié l'homme plus âgé comme étant **H.)**. Celui-ci a quitté le bureau lorsque les deux hommes avaient exprimé leur souhait de s'entretenir en Allemand.

X.) alias Dr. X''''.) a fait croire aux deux hommes que la **SOC2.)** serait liée au nom de la famille THYSSEN. Il a promis un rendement d'environ 70% au cas où le capital investi de l'ordre de deux millions de dollars serait sur le compte de son établissement pour le 3 février 2000.

G.) a encore déclaré ce qui suit: "wir haben Dr. X''''.) darauf angesprochen, uns Sicherheiten von **SOC4.)** für diese 2 Millionen Dollar abzutreten. Seine Antwort war darauf, dass das in Anbetracht der Kürze der Zeit, bis zum 3. Februar, leider nicht möglich sei, dass man dies für künftige Investments jedoch in Erwägung ziehen könne." Quant à la société **SOC4.)**, **X.)** alias Dr. X''''.) a présenté aux deux Allemands des pages copiées sur internet d'une société **SOC5.)** qui "hatte nach meiner Erinnerung etwas mit Keramik zu tun und unser Hinweis, dass das wenig mit Finanzen zu tun hätte damit erwidert wurde, dass er (le prévenu) zum Ausdruck brachte, dass wohl offensichtlich **SOC5.)** an **SOC4.)** beteiligt sei."

Ensuite, **A.)** a exigé un gage de la part du **SOC2.)** et a déclaré qu'à défaut d'une telle sécurité, il ne procéderait pas au virement des deux millions de dollars. **X.)** a émis au nom du **SOC2.)** un document servant de "GARANTIEERKLÄRUNG" qui a déterminé **A.)** à procéder au virement des deux millions de dollars.

Le mode opératoire utilisé par le prévenu avec les autres victimes est similaire et est décrit de façon détaillée dans le réquisitoire du Ministère Public. **X.)**, aidé vraisemblablement au moins par **H.)** a mis en place une structure bien organisée au Luxembourg pour faire croire à une clientèle fortunée qu'ils ont affaire à un établissement bancaire privé.

Le prévenu a fait fabriquer des brochures luxueuses documentant en trois langues (Allemand, Français et Anglais) les soi-disantes activités du **SOC2.) PRIVATE BANKING GROUP**, illustrées par des photos d'hommes d'affaires et faisant référence à une expérience remontant jusqu'à la fin du 19^e siècle. Les investisseurs étaient attirés par des rendements de 70%, voire de 100% et même davantage.

Dans les locaux loués dans un bâtiment où est déjà établi un institut bancaire sérieux, l'établissement **SOC2.)** a loué des bureaux. Lorsque des clients potentiels devaient visiter les locaux, un agent de sécurité les soumettait à un contrôle. Ensuite, les clients étaient conduits par une hôtesse dans le bureau du prévenu qui s'est présenté sous l'identité d'un Dr. **X''''.)**. Par ailleurs, le prévenu se déplaçait en voiture de luxe de marque BENTLEY, conduit par un chauffeur, **CHAUFF.)**, engagé à ces fins.

Au numéro 13A, (...), se trouvait le siège social d'une société anonyme du nom de **SOC1.) PARTICIPATIONS SAH**. Cette société a été constituée en date du 31 juillet 1998 par devant le notaire Paul DECKER. En tant qu'administrateur-délégué figurait un certain **X''')**, juriste, demeurant à Bruxelles. Ce **X''')** n'est autre que le prévenu **X.)** agissant sous une autre identité grâce à des pièces d'identité falsifiées.

Le prévenu a encore pris, à certaines occasions, la fausse identité de **X''''.)**. Le personnel employé par les différentes sociétés du prévenu l'a connu soit sous le nom de **X''')** (société **SOC1.)**), soit sous le nom de Dr. **X''''.)** (**SOC2.)**). Même son conseil juridique de l'époque le connaissait sous un faux nom, à savoir celui de **X''')**. Afin de ne pas s'embrouiller avec ses nombreuses fausses identités, le prévenu a utilisé un notebook dans lequel il avait même mémorisé des spécimens de fausses signatures.

Il ressort encore de la déposition de **T4.)** du 24 février 2000 (actée au rapport n°8/138/00 de la police judiciaire), qui a travaillé comme secrétaire auprès de la société à responsabilité limitée **SOC6.)**, en abrégé **SOC6.)** depuis le 1^{er} mars 1999, qu'elle a connu le prévenu sous l'identité de **X''''')**.

Quant à la société **SOC4.)**, il s'agissait d'un numéro de téléphone correspondant à un call-center situé au Japon. Au nom de la société inexistante **SOC4.)** agissaient des rapporteurs d'affaires indépendants qui amenaient des clients fortunés à la **SOC2.)** moyennant des commissions, notamment **I.)**.

Dans un courrier daté au 16 février 2000 adressé au service de police judiciaire, **I.)** explique qu'il avait été mis en contact par l'intermédiaire d'une société établie à Bruxelles avec un certain **H.)** et un dénommé **X''''.)**. Ils se sont rencontrés en date du 11 novembre 1999 à Luxembourg. Un contrat a été établi entre les parties nommant **I.)** mandataire de la société **SOC4.)** pour le secteur germanophone. Selon les explications reçues, **I.)** décrit le rôle de la société **SOC4.)** comme suit: "SOC4.) waren die Vertragspartner für den Investor bzw. für den Anleger und SOC2.) in Luxemburg übernahm die Rolle des Clearinghouses."

De nombreux clients ont été conseillés par **I.)** d'investir leur argent auprès du **SOC2.)**. Lorsque **I.)** a commencé à se poser certaines questions et a dû réaliser que la société **SOC4.)** n'était rien d'autre qu'un numéro de téléphone d'un call-center japonais, il a contacté **X''''.)** pour avoir une entrevue. Un rendez-vous qui avait été convenu a été reporté et lorsque **I.)** s'est présenté en date du 14 février 2000 au siège de la **SOC2.)** à Luxembourg, toute trace de la société avait déjà disparu.

Il appert de la déposition de **T5.)** du 12 avril 2000 (annexe 5 du rapport n°8/338/00 de la police judiciaire) qu'il a été employé en tant que comptable par la société **SOC7.)** depuis le 24 février 2000. Il connaissait **X.)** sous l'identité de Dr. **X''')**.

Il résulte encore de la déposition de **T6.)** du même jour (annexe 6 du rapport précité) qu'en date du 27 juin 1999, il a répondu à une annonce d'une société **SOC8.)** parue dans le journal allemand WELT AM SONNTAG. Dans cette annonce, **SOC8.)** cherchait à recruter des "ex-Banker/Vers./Finanzsektor/60er + Ruheständler gesucht". **SOC8.)** s'est présentée comme un établissement sérieux à Luxembourg: "traditionsreiche Vermögensverwaltung". La personne à contacter était un certain **X''''''.)** alias **X.)**.

Dans un courrier adressé à **T6.)**, la société **SOC8.)** a été présentée comme un établissement de tradition ayant des fondateurs de noblesse.

En date du 30 août 1999, il a rencontré le prévenu qui se faisait appeler **X''')** à l'hôtel SHERATON à Luxembourg. Le 1^{er} octobre 1999, **X''')** a fait savoir à **T6.)** lors d'une autre entrevue à Luxembourg qu'il avait l'intention de l'embaucher pour le compte de la société **SOC1.)**.

Après certains points qui paraissaient suspects à **T6.)**, il a demandé à **X''')** de voir les bilans de la société et une autorisation d'établissement. En date du 18 janvier 2000, **T6.)** a contacté la Commission de Surveillance du Secteur Financier à Luxembourg et il a dû apprendre que les sociétés **SOC8.)** et **SOC1.)** y étaient inconnues et ne figuraient pas sur la liste officielle des établissements de crédit et des autres catégories de professionnels du secteur financier.

Sur base des éléments de preuve recueillis par les enquêteurs, le juge d'instruction a émis un mandat d'amener à l'encontre de **X.)** qui a pu être arrêté en date du 23 mars 2000 dans l'étude du notaire Gérard LECUIT à Hesperange. **X.)** y avait pris un rendez-vous sous le nom de **X''')**.

Dans la serviette de **X.)**, les enquêteurs ont pu saisir des faux papiers d'identité établis aux noms de **X''')** et **X''''')**, des cartes de crédit émises à ce dernier nom, de nombreux documents bancaires concernant la société **SOC1.)**, **SOC7.)** et **SOC2.)**.

Lors de ses différents interrogatoires par le juge d'instruction, **X.)** a essayé de minimiser son rôle et de se présenter comme victime des machinations notamment d'un dénommé **J.)** des Pays-Bas. Plus tard, il a encore fait allusion à un dénommé **K.)**.

Selon les conclusions des enquêteurs, les deux personnages seraient inexistantes et inventés de toutes pièces par le prévenu pour faire croire qu'il aurait agi sur ordre d'un supérieur hiérarchique du nom de **J.)**. Celui-ci l'aurait fourni en faux papiers d'identité sans lui révéler cependant les raisons pour lesquelles il devrait se faire passer pour **X''')**, respectivement pour Dr. **X''')** pour compte de la **SOC2.)**.

Quant à **H.)**, **X.)** a affirmé qu'il aurait été "mein direkter Chef". **H.)** aurait de son côté utilisé le faux nom de **H')**.

En date du 9 mai 2000, **X.)** a déclaré auprès du juge d'instruction qu'il aurait été mis sous pression par **J.)** et qu'il aurait même été agressé par le chauffeur de celui-ci, alors qu'il aurait auparavant essayé de convaincre **A.)** avant d'investir son argent.

Un document volumineux intitulé ERKLÄRUNG UNTER EID qui aurait été établi en date du 8 mai 2000 par **H.)** et portant le titre de "Geständnis" a été versé au dossier répressif. Il était destiné à confirmer les déclarations faites par **X.)** devant le juge d'instruction et à faire endosser une partie des responsabilités à **J.)**, **K.)** ainsi qu'à **H.)**.

Le 23 janvier 2001, les autorités de police néerlandaises ont informé les enquêteurs de la police judiciaire de Luxembourg par le biais du bureau Interpol qu'ils venaient de saisir un document intéressant dans le cadre d'une affaire aux Pays-Bas. Outre le document manuscrit, les policiers néerlandais ont trouvé des photos montrant les anciens bureaux **SOC2.)** et de **SOC1.)** à Luxembourg sur lesquelles figure **X.)**.

Il s'agit d'un document manuscrit volumineux émanant de la main d'**X.)** et qu'il a dû avoir écrit lorsqu'il se trouvait en détention préventive à Schrassig. Le texte commence par les mots "Entwurf-zur Aussage" et continue ainsi "der Entwurf und der Inhalt der Aussage, die die Person machen sollte, sieht folgendermassen aus", suivi de la phrase "unter Mithilfe, so wie in einem separaten Brief geschrieben, nimmt der Zeuge Kontakt mit der Police Judiciaire in Luxemburg auf. Der

Zeuge sollte einigermassen gut englisch, französisch oder deutsch sprechen dabei.” Ensuite, vient le texte de la déposition.

L'exposé est à considérer comme un projet d'inciter un témoin éventuel à faire en faux témoignage en faveur d'X.). Le contenu correspond à peu près à la "Erklärung unter Eid" faite par H.) ou sous le nom de celui-ci et est destiné à corroborer les déclarations faites par X.) devant le juge d'instruction.

Or, tous les éléments de l'enquête et toutes les dépositions des témoins recueillies par les policiers contredisent la version des faits confectionnée par X.) dans le but de minimiser son rôle et de se présenter comme victime de J.).

En droit:

I) Acquisition, falsification et usage d'une fausse pièce d'identité

Le Ministère Public reproche à X.) sub I) des infractions aux articles 198 et 199bis du Code pénal.

Il ressort des éléments du dossier répressif que le prévenu a acquis deux autorisations de séjour d'une autorité étrangère, à savoir deux autorisations de séjour belges établies aux noms de X''') et X'''''). en remettant deux photos d'identité à un individu non identifié aux fins de confectionner les faux documents.

Le prévenu a fait de nombreux usages de ces documents comme il ressort du point 3) de l'ordonnance de renvoi. Ainsi, il s'est fait délivrer une carte de crédit de la KREDIETBANK au nom de X'). De même, le prévenu s'est servi de la fausse pièce d'identité établie au nom de X'''), notamment pour constituer les sociétés **SOC1.) S.A** et **SOC1.) PARTICIPATION SAH** auprès du notaire Paul DECKER ainsi que pour l'ouverture de nombreux comptes bancaires.

Lorsque l'usage de faux a été commis par l'auteur de la pièce fausse, l'usage du faux n'est que la consommation du faux lui-même. Le faux et l'usage de faux ne constituent dans ce cas qu'un seul délit continué. L'infraction continuée est constituée par la réunion de plusieurs infractions qui procèdent d'une intention délictueuse unique, mais dont chacune est punissable en soi. Elle suppose des actes successifs qui constituent eux-mêmes autant de faits punissables, mais qui, en raison du but poursuivi par l'agent, ne tendent qu'à la réalisation d'une seule et unique situation délictueuse. Ces faits multiples ne constituent donc qu'une infraction unique (cf Jean Constant, Manuel de Droit Pénal, T.1, no 148).

Dès lors que le faussaire fait lui-même usage du faux, cet usage ne forme que le dernier acte de la consommation de l'infraction de faux, il s'ensuit que l'auteur du faux et de l'usage de faux ne commet qu'une seule infraction; l'ensemble des faits délictueux continués étant le résultat de la même intention criminelle (Cour 6 juillet 1972 P.22.167).

X.) est partant convaincu des infractions qui lui sont reprochées sous les points I)A)1), 2) et 3) et B) qui se trouvent en concours idéal entre elles, de sorte qu'il y a lieu à application de l'article 65 du code pénal.

II) Port public de faux nom

Sous le point II), le Ministère Public reproche à X.) le port public de faux nom, à savoir le nom de Dr. X''') et le nom de X''').

Il résulte à suffisance des éléments du dossier répressif ainsi que des développements faits ci-avant que le prévenu a utilisé ces deux identités à de nombreuses occasions, documentées dans l'ordonnance de renvoi.

Il s'ensuit qu'il faut retenir la prévention libellée sub II) à charge du prévenu.

Les infractions retenues sub II)A) et B) se trouvent en concours réel, de sorte qu'il y a lieu à application de l'article 60 du Code pénal.

III) Infraction à l'article 184 du Code pénal, sinon à l'article 505 du Code pénal :

Le Ministère Public reproche à X.) d'avoir, en infraction à l'article 184 du Code pénal, contrefait un tampon du Ministère des Affaires Etrangères de Luxembourg ainsi qu'un tampon de la même autorité, du service des passeports, visas et légalisations.

Au vu des éléments du dossier répressif, l'infraction libellée à titre principal se trouve établie, de sorte qu'il faut la retenir à charge du prévenu.

IV) Infractions de faux et d'usage de faux:

Le Ministère Public reproche sous le point IV) dans son réquisitoire en application des articles 196 et 197 du code pénal à X.) de multiples faux et usages de faux par le fait d'avoir apposé la fausse signature de X''') sur de nombreux documents tels que des actes constitutifs de sociétés, des documents relatifs aux entrées en relation avec les banques, des attestations relatives à l'identification du bénéficiaire économique des comptes bancaires ou des ordres de transferts. La liste exhaustive des faux commis par le prévenu et l'usage subséquent de ces faux résulte du réquisitoire du Ministère Public.

L'infraction de faux requiert la réunion des éléments constitutifs suivants:

- une altération de la vérité dans une écriture prévue par la loi pénale,
- une intention frauduleuse ou une intention de nuire,
- un préjudice ou la possibilité de préjudice.

1.) une altération de vérité prévue dans un des écrits et selon un des modes prévus à l'article 196 du code pénal :

Tout d'abord, il y a fausse signature si le faussaire signe d'un nom imaginaire ou fantaisiste. La loi ne distingue pas à cet égard. La supposition de signature, même imaginaire peut entraîner les mêmes conséquences préjudiciables à la foi publique que la contrefaçon d'une signature véridique.

Ainsi jugé que les signatures contrefaites et les signatures fausses constituent à elles seules la matérialité du faux en écritures, abstraction faite de la nature et de la qualité de l'écrit altéré. Ainsi, l'apposition d'une signature fausse suffit à elle seule à la perpétration du faux, sans qu'il soit nécessaire que l'écrit contienne une convention ou une disposition (Cour 7 août 1897, P. 4,410, et Trib.Lux. 16 11.1948,P.14,464)

Il y a partant fausse signature au sens de l'article 196 du code pénal chaque fois que celui qui souscrit le texte, le signe d'un nom qui ne lui appartient pas.

En l'espèce des fausses signatures ont été apposées sur les documents tels qu'ils sont spécifiés sous sub IV) du réquisitoire du Ministère Public.

2) une intention frauduleuse ou une intention de nuire:

Il faut non seulement que le prévenu ait agi en sachant qu'il altérerait la vérité, mais il faut également qu'il ait eu connaissance que cette altération de la vérité était susceptible de porter préjudice à un intérêt public ou privé. Le dol spécial résulte de la fin, du but, du dessein que s'est fixé l'agent du crime ou du délit (cf. Nouvelles de droit pénal, tome II, n° 1606).

L'intention frauduleuse résulte à suffisance de la réalité indéniable que le prévenu a, de manière délibérée et répétée, signé sous une fausse identité des documents pour fonder des sociétés, ouvrir des comptes, de même qu'il a sciemment remis ces documents à qui de droit, et fait signer des ordres de transferts et autres et fait envoyer ces écrits à différents établissements bancaires.

Il s'ensuit que le second élément constitutif de l'infraction de faux est également établi.

3) un préjudice ou la possibilité d'un préjudice :

Il suffit que l'écrit puisse induire en erreur les tiers auxquels il est présenté ou qu'il soit possible que les tiers, mis en présence de cet écrit, conformément leur attitude sur le contenu.

Il est établi en cause que sur base des faux et des usages de faux spécifiés ci-dessus, X.) a constitué des sociétés, ouvert des comptes bancaires, transféré des fonds substantiels d'un compte vers un autre, respectivement fait des prélèvements, signé des courriers destinés aux investisseurs potentiels avec le résultat qu'il s'est considérablement enrichi au détriment de nombreuses victimes.

Au vu de ce qui précède, il est acquis en cause que le prévenu devra être retenu dans les liens des infractions de faux et de l'usage de faux telles que réprimées par les articles 196 et 197 du code pénal.

Lorsque l'usage de faux a été commis par l'auteur de la pièce fautive, l'usage de faux n'est que la consommation du faux lui-même. Le faux et l'usage de faux ne constituent dans ce cas qu'un seul délit continué. L'infraction continuée est constituée par la réunion de plusieurs infractions qui procèdent d'une intention délictueuse unique, mais dont chacune est punissable en soi. Elle suppose des actes successifs qui constituent eux-mêmes autant de faits punissables, mais qui, en raison du but poursuivi par l'agent, ne tendent qu'à la réalisation d'une seule et unique situation délictueuse. Ces faits multiples ne constituent donc qu'une infraction unique (cf Jean Constant, Manuel de Droit Pénal, T.1, no 148).

Dès lors que le faussaire fait lui-même usage de faux, cet usage ne forme que le dernier acte de la consommation de l'infraction de faux, il s'ensuit que l'auteur du faux et de l'usage de faux ne commet qu'une seule infraction; l'ensemble des faits délictueux continués étant le résultat de la même intention criminelle (Cour 6 juillet 1972 P.22.167).

X.) est partant convaincu des infractions qui lui sont reprochées sous le point IV).

V) Escroquerie:

Le Ministère Public reproche à X.) sous le point V) de son réquisitoire d'avoir commis à de nombreuses reprises le délit d'escroquerie. A titre subsidiaire, le Ministère Public reproche à X.) l'infraction d'abus de confiance.

Aux termes de l'article 496 du code pénal quiconque, dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, se sera fait remettre ou délivrer ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, meubles, obligations, quittances, décharges, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 30.000 euros.

L'escroquerie requiert trois éléments pour être constituée:

- a.) l'emploi de faux noms, de fausses qualités ou de manœuvres frauduleuses,
- b.) la remise ou la délivrance de fonds, meubles, obligations, quittances ou décharges,
- c.) l'intention de s'approprier le bien d'autrui.

Pour que les manœuvres frauduleuses prévues à l'article 496 du code pénal soient punissables et constitutives d'escroquerie, il faut qu'elles revêtent une forme extérieure qui les rendent en quelque sorte visibles et tangibles, il faut qu'elles soient le résultat d'une combinaison, d'une machination ourdie pour tromper et surprendre la confiance. D'une manière générale, les manœuvres frauduleuses sont des faits extérieurs, des actes matériels, une mise en scène destinés à confirmer le mensonge; elles doivent consister dans les actes, les faits, et non seulement les dires. Les simples allégations mensongères sont insuffisantes (R.P.D.B. voir escroquerie nos 101-104).

L'emploi de moyens frauduleux suppose l'accomplissement d'actes positifs qui doivent être déterminants de la remise effectuée par la victime (Merle et Vétu, TDC, n° 2917).

L'usage de faux constitue une manœuvre d'escroquerie au sens de l'article 496 du code pénal (Cass. Belge 20 décembre 1965, Pas.b. 1966,I.542).

L'emploi des manœuvres frauduleuses employées par le prévenu apparaît de l'ensemble des éléments du dossier répressif et est repris de manière exhaustive dans le réquisitoire du Ministère Public.

En l'espèce, le prévenu a mis en place un ensemble de sociétés constituées sous de fausses identités. Derrière la façade du **SO2**), le prévenu a fait croire aux investisseurs intéressés qu'il s'agirait d'un établissement bancaire privé d'une longue tradition. Pour faire croire aux clients qu'ils se trouveraient dans une banque, des bureaux avaient été loués au (...) à

Luxembourg, un agent de sécurité et une hôtesse d'accueil ont été embauchés et des brochures luxueuses ont été distribuées aux clients.

Après que les victimes eurent viré leur capital, le prévenu a, sous une fausse identité, transféré les fonds vers d'autres comptes ouverts notamment pour des sociétés créées en utilisant des fausses identités et des fausses procurations.

Toute cette mise en scène était destinée à créer la certitude dans l'esprit des différentes victimes qu'elles avaient découvert une rare opportunité d'un investissement très lucratif sur la place bancaire luxembourgeoise qu'il ne fallait pas manquer.

Le but évident de ces manœuvres était d'amener des personnes fortunées à lui confier au moyen de virements bancaires d'importantes sommes d'argent sous le prétexte fallacieux d'investissements lucratifs et sans risques, alors qu'elles étaient destinées à être immédiatement appropriées par le prévenu qui n'a, à aucun moment, eu la moindre intention d'investir quoique ce soit.

X.) n'a même pas hésité à appliquer ces manœuvres frauduleuses en présence de professionnels, comme c'est le cas des rapporteurs d'affaires, notamment pour **I.)**.

Il résulte de ce qui précède que par les manœuvres sus-décrites, les victimes ont été amenées à remettre des fonds qui pour partie ont été crédités sur les comptes ouverts par le prévenu au Grand-Duché de Luxembourg.

Par le fait de procéder à l'ouverture des comptes bancaires et à la création de sociétés fictives au Luxembourg, **X.)**, le tout sous une fausse identité, a élaboré les manœuvres frauduleuses précitées.

Les conditions d'application de l'article 496 du code pénal étant dès lors établies en cause, le délit d'escroquerie est également à retenir à charge du prévenu.

Il y a lieu de relever que lorsqu'une escroquerie est commise au moyen d'un document faux, il est possible de poursuivre en même temps l'escroquerie et le faux, du moment que ce dernier, comme en l'espèce, a été décriminalisé (Rép. Dalloz, Escroquerie, no 25; Cass fr. 7 décembre 1965 Bull 1966).

La notion du concours idéal est traditionnellement étendue par la jurisprudence à l'hypothèse de la commission de plusieurs faits séparés dans le temps qui pris isolément, sont chacun punissable en soi lorsqu'ils procèdent d'une intention unique (P. 27. Somm. P. 91 n°10).

Comme il a été exposé ci-avant les infractions de faux, usage de faux et d'escroqueries retenues ont été commises dans une intention et un but délictuel unique; par extension de l'article 65 du code pénal une seule peine sera prononcée qui correspond à la peine la plus forte.

L'ensemble des infractions retenues ci dessus sub IV) et V) se trouve dès lors en concours idéal, de sorte qu'il y a lieu à application de l'article 65 du code pénal.

VI) Infraction à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier :

Il appert des éléments du dossier répressif que cette infraction doit être retenue à charge du prévenu.

Il résulte dès lors de ce qui précède que les infractions libellées sous les points I) à VI) se trouvent établies à charge du prévenu, de sorte qu'il faut les retenir à son encontre.

X.) est partant **convaincu** des infractions suivantes, à savoir :

Als Täter, welcher selbst die Taten ausgeführt hat,

im Gerichtsbezirk Luxemburg, u.a in Hesperingen¹ und in Luxemburg-Stadt und für die Straftaten unter Punkt I in Belgien und in Luxemburg, seit einem unverjährten Zeitpunkt zwischen Juli 1998 und dem 28. März 2000,

¹ Betreffend die Handlungen in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT

I. Artikel 198 und 199bis des Strafgesetzbuches

4. In Belgien und in Luxemburg, in Zuwiderhandlung gegen Artikel 198 des Strafgesetzbuches, eine Aufenthaltsgenehmigung gefälscht zu haben welcher der Zuständigkeit einer ausländischen Autorität unterliegt, und diese gefälschte Aufenthaltsgenehmigung benutzt zu haben,

1. in specie, indem X.) an einem nicht bestimmten Datum einer nicht identifizierten Person Identitätsfotos überreichte anhand derer eine falsche Aufenthaltsgenehmigung auf die fiktive Identität X'') mit der Nummer N.Z.B. 473,628 angefertigt wurde,

2. in specie, indem X.) an einem nicht bestimmten Datum einer nicht identifizierten Person Identitätsfotos überreichte anhand derer eine falsche² Aufenthaltsgenehmigung auf die Identität X''''') mit der Nummer N.Z.B. 067,041 angefertigt wurde

3. in specie, indem X.) wie folgt die oben beschriebenen, hergestellten und gefälschten oder geänderten Aufenthaltsgenehmigungen benutzte:

- *um sich eine VISA Karte und eine Bankkarte der Bank KB auf den Namen X'.) ausstellen zu lassen³,*
- *um die Gesellschaften (SOC1.) S.A. und (SOC1.) PARTICIPATION S.A.H. am 31.7.1998 vor dem Notar Paul DECKER unter dem falschen Namen X'') gründen zu können⁴*
- *um die Eröffnung folgender Bankkonten bei den unten angeführten Banken und an den dort genannten Daten in Luxemburg zu erwirken:*

820378 (BGL): 31.7.1998, (SOC1.) S.A. ⁵
820397 (BGL): 31.7.1998, (SOC1.) Participations S.A. H. ⁶
828466 (BGL): 5.11.1998, (SOC6.) sàrl⁷
833153 (BGL): 2.12.1998, (SOC9.) sàrl⁸
833162 (BGL): 2.12.1998, (SOC10.) sàrl⁹
0996904 (BdL): 10.12.1998, (SOC1.) S.A. ¹⁰
835630 (BGL): 17.12.1998, (SOC11.) sàrl¹¹
835634 (BGL): 17.12.1998, (SOC12.) sàrl ¹²
839486 (BGL): 14.1.1999, (SOC13.) S.A. ¹³
847566 (BGL): 31.3.1999, (SOC8.) S.A. ¹⁴
851955 (BGL): 18.5.1999, (SOC14.) Luxembourg S.A. ¹⁵
019196 (BGL): 10.8.1999, (SOC7.) S.A.
056719 (BGL): 19.1.2000, (SOC2.) International Management S.A. H. ¹⁶
11530-51 (Bank RAIFFEISEN): 24.3.2000¹⁷,

² Siehe hierzu Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Seite 11

³ Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 9

⁴ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist; Aussage Me DECKER vom 9.5.2000 in Bericht 8/518/00 vom 15.6.2000

⁵ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 3

⁶ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 18

⁷ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 29 und Bericht vom 15.1.2001, Anlage 3

⁸ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 24

⁹ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 27

¹⁰ Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000

¹¹ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 10

¹² Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 15

¹³ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 7

¹⁴ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 3

¹⁵ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 13

¹⁶ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist; hier hat X.) lediglich eine Vollmacht und das Unterschriftenprobenverzeichnis mit dem Namen X'') unterschrieben; die Eröffnungsunterlagen wurden am 19.12.1999 seitens T4.) unterschrieben

¹⁷ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 15

B. In Luxemburg, am in Zuwiderhandlung gegen Artikel 199bis des Strafgesetzbuches, eine Aufenthaltsgenehmigung welcher der Zuständigkeit einer ausländischen Autorität unterliegt erworben zu haben, ohne dass es von Bedeutung ist ob es sich um eine falsche oder eine echte Aufenthaltsgenehmigung handelt,

- in spezie, indem er die belgische Aufenthaltsgenehmigung Nummer 473,628 lautend auf den Namen X''') erworben hat,
- in spezie, indem er die belgische Aufenthaltsgenehmigung Nummer 067,041 lautend auf den Namen X''''') erworben hat.

II. Artikel 231 des Strafgesetzbuches

Als Täter, welcher selbst die Taten ausgeführt hat,

in Zuwiderhandlung gegen Artikel 231 des Strafgesetzbuches, sich öffentlich einen Namen zugelegt zu haben, der dem Täter nicht zusteht,

A. in spezie, indem sich X.) öffentlich den Namen Dr. X''''') zugelegt hat, ohne dass der letztere ihm zustand, und zwar:

- Zwischen Dezember 1999 und Februar 2000 in seinen Beziehungen zum Sicherheitsbeamten L.)¹⁸
- Zwischen September 1999 und dem 16.3.2000¹⁹ in seinen Beziehungen zu T4.), welche er als Sekretärin angestellt hatte
- Zwischen September 1999 und Ende 1999 in seinen Beziehungen mit M.)²⁰
- Am 31.1.2000, in Luxemburg, in den Büroräumen der Gesellschaft SOC2.) International Group S.A. anlässlich einer Unterredung mit G.) und A.), wobei es um eine Geldanlage seitens letzterem in Höhe von 2.000.000.- € ging²¹;

B. in spezie indem sich X.) öffentlich den Namen X''').), geboren am 30. Mai 1961 in Amsterdam, wohnhaft in B-(...), (...) zugelegt hat, ohne dass der letztere ihm zustand:

- Am 31.7.1998 in Luxemburg-Eich, in der Amtsstube des Notars Paul DECKER, gelegentlich der Gründung der Gesellschaften SOC1.) S.A.²² und SOC1.) PARTICIPATION S.A.H., und gelegentlich deren Generalversammlungen vom selben Tag²³
- Am 31.7.1998 und 16.10.1998 in den Geschäftsräumen der BGL gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 820378²⁴
- Am 31.7.1998 und 31.3.1999 in den Geschäftsräumen der BGL gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 820397²⁵
- Am 5.11.1998 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank Banque de Luxembourg gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 828446²⁶
- Am 5.11.1998 in Hesperingen, in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT, gelegentlich der Gründung der Gesellschaft SOC6.) sàrl²⁷
- Am 2.12.1998 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank Banque de Luxembourg gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 833153²⁸
- Am 2.12.1998 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank Banque de Luxembourg gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 833162²⁹

¹⁸ Aussage L.) vom 10.4.2000 in Bericht 8/335/00 vom 17.4.2000

¹⁹ Siehe Aussage T5.) vom 12.4.2000 in Bericht 8/338/00 vom 17.4.2000

²⁰ Bericht 8/1045/00 vom 28.12.2000, Anlage 1 (Aussage M.)

²¹ Aussage G.) vom 15.02.2000 in Bericht 8/133/00 vom 16.02.2000

²² Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anhang 4 und Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

²³ Aussage Me DECKER vom 9.5.2000 in Bericht 8/518/00 vom 15.6.2000

²⁴ Bericht 8/596/00 vom 10.7.200, Anlage 2, sowie Bericht vom 8.1.2001, Anlagen 3

²⁵ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 18

²⁶ Bericht 5/896/00 vom 10.7.2000, Anlage 29

²⁷ Bericht 5/896/00 vom 10.7.2000, Anlage 30

²⁸ Bericht 5/896/00 vom 10.7.2000, Anlage 24

²⁹ Bericht 5/896/00 vom 10.7.2000, Anlage 27

- Am 3.12.1998 in Hesperingen, in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT, gelegentlich der Gründung der Gesellschaften SOC9.) sàrl und SOC10.) sàrl³⁰
- Am 10.12.1998 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank Banque de Luxembourg gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 0996904³¹
- Am 17.12.1998 in Hesperingen, in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT, gelegentlich der Gründung der Gesellschaft SOC11.) sàrl³²
- Am 17.12.1998 in Hesperingen, in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT, gelegentlich der Gründung der Gesellschaft SOC12.) sàrl³³
- Am 17.12.1998 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank BGL gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 835630³⁴
- Am 17.12.1998 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank BGL gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 835634³⁵
- Am 14.1.1999 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank BGL gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 839486³⁶
- Am 31.3.1999 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank BGL gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 847566³⁷
- Am 18.5.1999 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank BGL gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 851955³⁸
- Am 10.8.1999 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank BGL gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos mit der Stammzahl 019196
- Am 19.1.2000 in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank BGL gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos 056719³⁹,
- sowie gelegentlich aller anderen Kontakte mit der BGL,
- Zwischen November 1999 und dem 23.3.2000 in Luxemburg bei all seinen Unterredungen mit dem Vermittler T5.)⁴⁰, welcher von X.) in der Gesellschaft SOC7.) angestellt war
- An einem nicht näher bestimmten Datum in Luxemburg in den Geschäftsräumen der Bank Banque de Luxembourg gelegentlich der Unterzeichnung der Kontounterlagen des Kontos 0996904-007-1925715 lautend auf den Namen SOC1.) S.A.⁴¹
- Anfang 2000, gelegentlich aller seiner Kontakte mit seiner luxemburgischen Rechtsanwältin Brigitte POUCHON⁴²,
- Gelegentlich all seiner Kontakte mit CHAUFF.), welchen er ab Anfang Oktober 1999 bis Februar 2000 als seinen Fahrer eingestellt hatte⁴³
- Gelegentlich all seiner Kontakte mit T6.) zwischen dem 30.8.1999 und 14.1.2000, welchen er ab November 1999 als Kundervermittler anstellen wollte⁴⁴
- Gelegentlich all seiner Kontakte mit der liechtensteinischen Gesellschaft SOC15.) TREUHAND AG zwischen Ende November 1999 und dem 20.1.2000⁴⁵
- Gelegentlich all seiner Kontakte mit der niederländischen Gesellschaft SOC16.) zwischen Anfang Oktober 1999 und Januar 2000⁴⁶
- Gelegentlich all seiner Kontakte mit der niederländischen Gesellschaft SOC17.) zwischen Dezember 1999 und Februar 2000⁴⁷

³⁰ Bericht 5/896/00 vom 10.7.2000, Anlagen 23 und 26

³¹ Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000, Anlage 4

³² Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 11

³³ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 15

³⁴ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 10

³⁵ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 15

³⁶ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 6

³⁷ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 3

³⁸ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 13

³⁹ Anhänge zu Protokoll 8/134/00 vom 17.2.2000

⁴⁰ Aussage T5.) vom 12.4.2000 in Bericht 8/335/00 vom 17.4.2000

⁴¹ Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Seite 2

⁴² Zur Erklärung, siehe Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Seite 4, 2. Abschnitt

⁴³ Aussage CHAUFF.) vom 10.4.2000 in Bericht 8/335/00 vom 17.4.2000

⁴⁴ Aussage T6.) vom 12.4.2000 in Bericht 8/335/00 vom 17.4.2000

⁴⁵ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 23

⁴⁶ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 26

⁴⁷ idem, Anlagen 27 und 28

- *Gelegentlich all seiner Kontakte mit N.) zwischen dem 12.11.1999 und der ersten Hälfte März 2000⁴⁸*
- *Am 24.3.2000 in den Geschäftsräumen der Bank Caisse Rurale Raiffeisen in Niederanven, gelegentlich der Eröffnung des Kontos 11530/51⁴⁹*

III. Artikel 184, subsidiarisch Artikel 505 des Strafgesetzbuches

Als Täter, welcher selbst die Taten ausgeführt hat,

im Gerichtsbezirk Luxemburg,

den Stempel irgendeiner Autorität, in spezie des luxemburgischen Aussenministeriums, sowie den Stempel der dortigen Abteilung für das Ausstellen von Pässen mit der Schrift „SCH.) commis principal Service des Passeports, Visas et Légalisations“ nachgemacht zu haben⁵⁰

IV. Artikel 193, 196 und 197 des Strafgesetzbuches

Als Täter, welcher selbst die Taten ausgeführt hat,

im Gerichtsbezirk Luxemburg, in Luxemburg und in Hesperingen, in Zuwiderhandlung gegen Artikeln 193, 196 sowie 197 des Strafgesetzbuches,

in betrügerischer Absicht und zu dem Zwecke, einen Nachteil hervorzubringen, Fälschungen in authentischen Schriftstücken, und in Handels-, Bank- und Privatschriftstücken gemacht zu haben, durch falsche Unterschriften, durch Abänderung von Schriftstücken, sei es durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, durch Hinzufügung und Abänderung von Bestimmungen, und Tatsachen, welche in den betreffenden Akten aufgenommen und festgestellt werden sollen,

*Sowie Gebrauchmachung von diesen Fälschungen:
in spezie, idem der Angeklagte als Täter, Mittäter oder Gehilfe⁵¹:*

- *Ein Schreiben betreffend die Einzelheiten der zu gründenden Gesellschaft (SOC1.) S.A. aufstellte, mit dem Namen X''') unterschrieb und am 29.7.1998 an den Notar Paul DECKER faxte⁵²*
- *Eine mit dem fiktiven Namen X''') und der entsprechenden Unterschrift versehene Vollmacht vom 30.7.1998 gelegentlich der Gründung der Gesellschaft (SOC1.) S.A. am 31.7.1998 dem Notar Paul Decker vorlegte um besagte Gesellschaft gründen zu können und diese fiktive Identität in der Satzung zu benutzen⁵³ und im Firmenregister in Luxemburg deponieren und im öffentlichen Amtsblatt veröffentlichen liess*
- *Einen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (SOC1.) S.A. vom 31.7.1998 mit dem fiktiven Namen X''') versehen liess und darunter die fiktive Unterschrift X''') setzte⁵⁴, sowie diesen Beschluss im Firmenregister in Luxemburg am 12.8.1998 deponieren und im öffentlichen Amtsblatt veröffentlichen liess*
- *Einen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (SOC1.) PARTICIPATIONS S.A.H. vom 31.7.1998 mit dem fiktiven Namen X''') versehen liess und darunter die fiktive Unterschrift X''') setzte⁵⁵, sowie diesen Beschluss im Firmenregister in Luxemburg am 12.8.1998 deponieren und im öffentlichen Amtsblatt veröffentlichen liess*

⁴⁸ Aussage N.) vom 17.4.2000, Anlage 34 zu Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000

⁴⁹ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 15

⁵⁰ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 29

⁵¹ Die Unterlagen der verschiedenen Gesellschaften, welche sub V. aufgeführt sind und von X.) benutzt wurden, sind zum grössten Teil auf dem tragbaren Computer des X.) verfasst worden; siehe Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Seite 8 und Anlage 31, sowie Anlage 32 (Auswertung)

⁵² Anlage zu Bericht 8/518/00 vom 15.6.2000

⁵³ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist und Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 20

⁵⁴ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

⁵⁵ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

- *Einen auf den 31.7.1998 datierten Kontoeröffnungsantrag der BGL für das Konto 820378 der Gesellschaft (SOC1.) S.A. sowie einen Antrag zum Beginn von Geschäftsbeziehungen, die dazugehörenden Bedingungen und das Unterschriftenprobenverzeichnis mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁵⁶*
- *Eine Bargeldeinzahlung vom 31.7.1998 in Höhe von 1.250.000.- LUF auf das Konto 30-820378-83 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁵⁷*
- *Einen Antrag zum Beginn von Geschäftsbeziehungen vom 31.7.1998 mit der BGL betreffend die Gesellschaft (SOC1.) PARTICIPATIONS S.A. H. und betreffend das Konto 820397 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁵⁸*
- *Das Verzeichnis betreffend die statutarischen Vertreter der Gesellschaft (SOC1.) S.A. vom 25.8.1998 im Zusammenhang mit dem Konto 820378 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁵⁹*
- *Einen Überweisungsauftrag vom 28.9.1998 in Höhe von 276.000.- LUF zu Gunsten von X'), alias X.), mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁶⁰*
- *Einen auf den 16.10.1998 datierten Kontoeröffnungsantrag für das Konto 820378 der Gesellschaft (SOC1.) S.A. mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁶¹*
- *Eine Bargeldaufhebung vom 3.11.1998 in Höhe von 80.000.- LUF vom Konto 30-820378-83 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁶²*
- *Einen auf den 5.11.1998 datierten Kontoeröffnungsantrag der BGL für das Konto 828446 der Gesellschaft (SOC6.) s.à r.l., das entsprechende Unterschriftenprobenverzeichnis sowie einen Antrag zum Beginn von Geschäftsbeziehungen mit der BGL mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁶³*
- *Die Satzung der Gesellschaft (SOC6.) sàrl am 5.11.1998 in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT mit der fiktiven Identität X''') erstellen liess und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁶⁴*
- *Eine Einzahlungsquittung vom 5.11.1998 in Höhe von 1.300.000.- LUF auf das Konto 30-828466-23 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁶⁵*
- *Einen Überweisungsantrag vom 30.11.1998 in Höhe von 1.250.000.- LUF zu Lasten des Kontos 828466 und zu Gunsten des Kontos 820397 unter dem fiktiven Namen X''') aufstellte und mit der entsprechenden Unterschrift versah⁶⁶*
- *Einen auf den 2.12.1998 datierten Kontoeröffnungsantrag der BGL für das Konto 833153 der Gesellschaft (SOC9.) s.à r.l. sowie einen Antrag zum Beginn von Geschäftsbeziehungen mit der BGL und das entsprechende Unterschriftenprobenverzeichnis betreffend dieselbe Gesellschaft mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁶⁷*
- *Einen auf den 2.12.1998 datierten Kontoeröffnungsantrag der BGL für das Konto 833162 der Gesellschaft (SOC10.) s.à r.l. sowie einen Antrag zum Beginn von Geschäftsbeziehungen mit der BGL mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁶⁸*
- *Die Satzung der Gesellschaft (SOC9.) sàrl am 3.12.1998 in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT mit der fiktiven Identität X''') erstellen liess und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁶⁹*
- *Die Satzung der Gesellschaft (SOC10.) sàrl am 3.12.1998 in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT mit der fiktiven Identität X''') erstellen liess und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷⁰*
- *Einen Kontoeröffnungsantrag der Banque de Luxembourg vom 10.12.1998 betreffend das Konto 0996904 auf den Namen (SOC1.) S.A. mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷¹*
- *Das Unterschriftenprobenverzeichnis des Kontos 0996904 vermutlich am 10.12.1998 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷²*

⁵⁶ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 2, und Bericht vom 8.1.2001, Anlage 3

⁵⁷ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

⁵⁸ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 18

⁵⁹ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 3

⁶⁰ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

⁶¹ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 2

⁶² Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

⁶³ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 29 und Bericht vom 15.1.2001, Anlage 3

⁶⁴ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 30

⁶⁵ Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4

⁶⁶ Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4

⁶⁷ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 24

⁶⁸ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 27

⁶⁹ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 23

⁷⁰ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 26

⁷¹ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

- Die Satzung der Gesellschaft SOC11.) sàrl am 17.12.1998 in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT mit der fiktiven Identität X''') erstellen liess und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷³
- Einen auf den 17.12.1998 datierten Kontoeröffnungsantrag der BGL für das Konto 835630 der Gesellschaft SOC11.) s.à r.l. sowie einen Antrag zum Beginn von Geschäftsbeziehungen mit der BGL betreffend dieselbe Gesellschaft mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷⁴
- Die Satzung der Gesellschaft SOC12.) sàrl am 17.12.1998 in der Amtsstube des Notars Gérard LECUIT mit der fiktiven Identität X''') erstellen liess und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷⁵
- Einen auf den 17.12.1998 datierten Kontoeröffnungsantrag der BGL für das Konto 835634 der Gesellschaft SOC12.) s.à r.l. sowie einen Antrag zum Beginn von Geschäftsbeziehungen mit der BGL betreffend dieselbe Gesellschaft mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷⁶
- Einen Überweisungsantrag vom 17.12.1998 zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-835630-09 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷⁷
- Einen Überweisungsantrag vom 17.12.1998 zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-835634-13 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷⁸
- Einen Überweisungsauftrag vom 30.12.1998 in Höhe von 400.000.- LUF zu Gunsten des Kontos 320378 von der Gesellschaft SOC1.) S.A. unter dem fiktiven Namen und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁷⁹
- Eine Bargeldaufhebung vom 14.1.1999 in Höhe von 55.000.- LUF vom Konto 30-820378-83 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁸⁰
- Einen Kontoeröffnungsantrag der BGL vom 14.1.1999 betreffend die Konten 30-839486-82 und -12 auf den Namen SOC13.) S.A. und die dazugehörigen Bedingungen, sowie das dazugehörige Unterschriftenprobenverzeichnis mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁸¹
- Einen Überweisungsantrag vom 14.1.1999 über 1.250.000.- LUF zu Gunsten des Kontos 30-839486-82 der Gesellschaft SOC13.) S.A. und zu Lasten der Gesellschaft SOC1.) S.A.H. unter dem fiktiven Namen X''') unterschrieb⁸²
- Eine Vollmacht/Unterschriftskarte vom 14.1.1999 bzw. 26.2.1999 betreffend das Konto 329800 bei der Raiffeisenbank Trier mit den fiktiven Daten des X''') ausfüllen liess und mit der entsprechenden Unterschrift versah⁸³
- Einen Überweisungsantrag vom 18.1.1999 hinsichtlich der Rück- Überweisung aller Gelder, ausser einem Betrag von 50.000.- LUF, vom Konto SOC13.) S.A. zu Gunsten des Kontos der Gesellschaft SOC1.) S.A.H. unter dem fiktiven Namen X''') aufstellte und an die BGL zwecks Ausführung übermittelte⁸⁴
- Einen Überweisungsantrag vom 5.2.1999 über 500.000.- LUF zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 der Gesellschaft SOC1.) S.A. und zu Lasten der Gesellschaft SOC1.) S.A.H. mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁸⁵
- Einen Überweisungsantrag vom 5.2.1999 über 300.000.- LUF zu Gunsten des Kontos 828466 der Gesellschaft SOCIÉTÉ DE GESTION D'YVES sàrl und zu Lasten des Kontos 30-820397-05 der Gesellschaft SOC1.) S.A.H. mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁸⁶
- Einen Überweisungsantrag vom 8.2.1999 in Höhe von 500.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-828466-23 unter dem fiktiven Namen und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁸⁷
- Einen Überweisungsantrag vom 8.2.1999 in Höhe von 356.320.- LUF zu Lasten des Kontos 30-828466-23 und zu Gunsten des Kontos 320-0552466-24 bei der Bank BBL auf den Namen B-M.) unter dem fiktiven Namen und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁸⁸

⁷² Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

⁷³ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 11

⁷⁴ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 10

⁷⁵ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 16

⁷⁶ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 15

⁷⁷ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 10

⁷⁸ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 15

⁷⁹ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

⁸⁰ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

⁸¹ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 6

⁸² Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 7

⁸³ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 5

⁸⁴ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 7

⁸⁵ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

⁸⁶ Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4

⁸⁷ Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4

- *Eine schriftliche Anordnung vom 11.2.1999 an die Bank BGL, der Frau T4.) 3.000.- NLG und 40.000.- LUF vom Konto 30-828466-23 auszuhändigen, unter dem fiktiven Namen X''') verfasste und mit der entsprechenden Unterschrift versah⁸⁹*
- *Einen Überweisungsantrag vom 5.3.1999 in Höhe von 500.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 unter dem fiktiven Namen und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁹⁰*
- *Eine Vollmacht der Gesellschaft SOC11.) sàrl vom 12.3.1999 zu Gunsten von Frau T4.) mit der fiktiven Unterschrift X''') versah und diese am 23.3.1999 beim Firmenregister hinterlegen liess⁹¹*
- *Eine Vollmacht der Gesellschaft SOC12.) sàrl vom 12.3.1999 zu Gunsten von Frau T4.) mit der fiktiven Unterschrift X''') versah und diese am 29.3.1999 beim Firmenregister hinterlegen liess⁹²*
- *Eine Vollmacht der Gesellschaft SOC9.) sàrl vom 12.3.1999 zu Gunsten von Frau T4.) mit der fiktiven Unterschrift X''') versah und diese am 23.3.1999 beim Firmenregister hinterlegen liess⁹³*
- *Eine Vollmacht der Gesellschaft SOC10.) sàrl vom 12.3.1999 zu Gunsten von Frau T4.) mit der fiktiven Unterschrift X''') versah und diese am 23.3.1999 beim Firmenregister hinterlegen liess⁹⁴*
- *Eine Vollmacht der Gesellschaft SOC6.) sàrl vom 12.3.1999 zu Gunsten von Frau T4.) mit der fiktiven Unterschrift X''') versah und diese am 23.3.1999 beim Firmenregister und um das gleiche Datum bei der BGL hinterlegen liess⁹⁵*
- *Einen Kontoeröffnungsantrag der Banque Générale du Luxembourg vom 31.3.1999 betreffend das Konto 30-847566-14 auf den Namen SOC8.) S.A. und die dazugehörigen Bedingungen, sowie das dazugehörige Unterschriftenprobenverzeichnis mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁹⁶*
- *Einen Vertrag vom 31.3.1999 zur Anmietung eines Schliessfaches mit der BGL betreffend die Gesellschaft SOC1.) PARTICIPATIONS S.A. mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁹⁷*
- *Einen Überweisungsantrag vom 8.4.1999 über 1.140.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-847566-14 der Gesellschaft SOC8.) S.A. und zu Gunsten der Gesellschaft SOC1.) S.A.H. unter dem fiktiven Namen X''') aufstellte und unterschrieb⁹⁸*
- *Einen Überweisungsantrag vom 19.4.1999 in Höhe von 400.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 unter dem fiktiven Namen und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah⁹⁹*
- *Einen Überweisungsantrag vom 10.5.1999 in Höhe von 300.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁰⁰*
- *Einen Antrag zur Aufnahme von Geschäftsbeziehungen vom 18.5.1999 betreffend die Gesellschaft SOC14.) LUXEMBOURG S.A. und das Konto 851955 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁰¹*
- *Einen mehrfachen Überweisungsantrag vom 31.5.1999 in Höhe unter anderem von 2.000.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁰²*
- *Einen mehrfachen Überweisungsantrag vom 29.6.1999 in Höhe unter anderem von 300.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 unter dem fiktiven Namen und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁰³*

⁸⁸ Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4

⁸⁹ Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4

⁹⁰ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

⁹¹ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 12; bemerkenswert ist, dass X.) die Vollmacht im Namen des Verwaltungsrates der Gesellschaft SOC1.) S.A. unterschrieben hat; ausserdem ist der Name SOC11.) nicht richtig geschrieben und X.) vermischt den Geschäftsführer einer sàrl mit dem Verwaltungsrat einer S.A.

⁹² Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 17; auch hier hat X.) die Vollmacht im Namen des Verwaltungsrates der Gesellschaft SOC1.) S.A. unterschrieben; ausserdem vermischt X.) wiederum den Geschäftsführer einer sàrl mit dem Verwaltungsrat einer S.A.

⁹³ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 25;

⁹⁴ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 28;

⁹⁵ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 31;

⁹⁶ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 3

⁹⁷ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 18

⁹⁸ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 4

⁹⁹ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

¹⁰⁰ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

¹⁰¹ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 13

¹⁰² Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

¹⁰³ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

- *Einen Überweisungsantrag vom 19.7.1999 in Höhe von 400.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 unter dem fiktiven Namen und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁰⁴*
- *Einen Überweisungsantrag vom 9.8.1999 in Höhe von 1.250.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 19196 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁰⁵*
- *Ein Formular betreffend die wirtschaftlich Berechtigten der Gesellschaft SOC7.) S.A. vom 10.8.1999 unter der Rubrik der statutarischen Vertreter mit den Angaben von X''') ausfüllen liess und mit der entsprechenden Unterschrift versah¹⁰⁶*
- *Einen Kontoeröffnungsantrag vom 10.8.1999, die dazugehörenden Bedingungen sowie das auf denselben Tag datierte Unterschriftenprobenverzeichnis des Kontos 019196 der Gesellschaft SOC7.) S.A. mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁰⁷*
- *Einen Überweisungsantrag vom 18.8.1999 in Höhe von 400.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁰⁸*
- *Einen Überweisungsantrag vom 20.9.1999 in Höhe von 300.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-828466-23 unter dem fiktiven Namen X''') verfasste und mit der entsprechenden Unterschrift versah¹⁰⁹*
- *Einen Überweisungsantrag vom 22.9.1999 in Höhe von 500.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹¹⁰*
- *Eine Kopie eines belgischen Passes mit dem Namen X'''''''), mehreren Stempeln und einer Unterschrift versah¹¹¹*
- *Eine Überweisung vom 17.9.1999 in Höhe von 900.000.- LUF zu Gunsten des Kontos 30-820397 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹¹²*
- *Einen Überweisungsantrag vom 8.10.1999 über 150.000.- LUF zu Gunsten des Kontos 30-847566-14 der Gesellschaft SOC8.) S.A. und zu Lasten der Gesellschaft SOC1.) S.A.H. unter dem fiktiven Namen X''') aufstellte und unterschrieb¹¹³*
- *Einen Überweisungsantrag vom 19.11.1999 über 300.000.- LUF zu Gunsten des Kontos 30-828466-23 und zu Lasten des Kontos 30-820397-05 unter dem fiktiven Namen X''') aufstellte und unterschrieb¹¹⁴*
- *Zwei Briefe , datiert auf den 6.12.1999, an O.) adressierte und mit der fiktiven Unterschrift Dr. X''''') versah¹¹⁵*
- *Zwei Briefe , datiert auf den 7.12.1999, an E.) adressierte und mit der fiktiven Unterschrift Dr. X''''') versah¹¹⁶*
- *Zwei Briefe , datiert auf den 10.12.1999, an C.) adressierte und mit der fiktiven Unterschrift Dr. X''''') versah¹¹⁷*
- *Zwei Briefe , datiert auf den 13.12.1999, an P.) adressierte und mit der fiktiven Unterschrift Dr. X''''') versah¹¹⁸*
- *Zwei Briefe , datiert auf den 13.12.1999, an F.) adressierte und mit der fiktiven Unterschrift Dr. X''''') versah¹¹⁹*
- *Einen Überweisungsantrag vom 17.12.1999 in Höhe von 500.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-820397-05 und zu Gunsten des Kontos 30-820378-83 unter dem fiktiven Namen X''') erstellte und mit der entsprechenden Unterschrift versah¹²⁰*
- *Einen am den 20.12.1999 datierten fiktiven Anlagevertrag der Gesellschaft SOC4.) betreffend den Kunden P.) mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹²¹*

¹⁰⁴ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

¹⁰⁵ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 13

¹⁰⁶ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 22

¹⁰⁷ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 11

¹⁰⁸ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

¹⁰⁹ Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4

¹¹⁰ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

¹¹¹ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 10

¹¹² Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 13

¹¹³ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 5

¹¹⁴ Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4

¹¹⁵ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 8

¹¹⁶ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 11

¹¹⁷ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 12

¹¹⁸ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 13

¹¹⁹ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 14

¹²⁰ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

- *Einen Überweisungsantrag vom 22.12.1999 in Höhe von 55.000.- LUF zu Lasten des Kontos 30-056719-08 und zu Gunsten des Kontos 30-828466-23 unter dem fiktiven Namen X''') erstellt und mit der entsprechenden Unterschrift versah¹²²*
- *Eine handschriftliche Anordnung zwecks Bargeldabhebung vom 22.12.1999 über 59.200.- USD vom Konto 30-839486-871 der Gesellschaft SOC13.) S.A. unter der Identität X''') erstellt und unterschrieb und bei der BGL vorlegen liess¹²³*
- *Einen Mandatsvertrag vom 17.1.2000 für die Gesellschaft SOC1.) (LIECHTENSTEIN) AG mit den fiktiven Daten des X''') ausfüllte und mit der entsprechenden Unterschrift versah¹²⁴*
- *Eine Vollmacht des Kontos 056719 vom 19. Januar 2000 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹²⁵,*
- *Das Unterschriftenprobenverzeichnis des Kontos 056719 am 19. Januar 2000 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹²⁶,*
- *Einen Überweisungsantrag vom 19.1.2000 in Höhe von 295.000.- USD zu Lasten des Kontos 30-839486-87-1 der SOC13.) S.A. Gunsten des Kontos 30-056719-13-1 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹²⁷,*
- *Eine Barabhebungsquittung vom 19.1.2000 in Höhe von 400.000.- Luf vom Konto 30-839486-87-1 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹²⁸*
- *Einen Gründungsauftrag vom 19.1.2000 für die Gesellschaft SOC1.) (LIECHTENSTEIN) AG mit den fiktiven Daten des X''') ausfüllte und mit der entsprechenden Unterschrift versah¹²⁹*
- *Zwei auf den 20.1.2000 datierte Bescheinigungen unter dem Namen X'''''''''), X''''''''') verfasste und mit der fiktiven entsprechenden Unterschrift versah¹³⁰*
- *Zwei Briefe , datiert auf den 25.1.2000, an B.) adressierte und mit der fiktiven Unterschrift Dr. X''''') versah¹³¹,*
- *Zwei Briefe , datiert auf den 25.1.2000, bzw. 25.2.2000, an Q.) adressierte und mit der fiktiven Unterschrift Dr. X''''') versah¹³²*
- *Eine fiktive Vertragsvereinbarung zwischen P.) und der Gesellschaft SOC4.) vom 25.1.2000 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹³³*
- *zwei Briefe , datiert auf den 26.1.2000, an R.) adressierte und mit der fiktiven Unterschrift Dr. X''''') versah¹³⁴,*
- *Einen Überweisungsantrag vom 26.1.2000 in Höhe von 135.000.- USD zu Lasten des Kontos 30-056719-13-1 und zu Gunsten der Gesellschaft SOC15.) mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹³⁵,*
- *Eine Erklärung, datiert auf den 31.01.2000, an A.) adressierte und mit dem falschen Namen Dr. X''''') unterschrieb¹³⁶,*
- *Eine Quittung vom 1.2.2000 betreffend eine Barabhebung von 410.000.- LUF vom Konto 30-056719-13-1 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹³⁷*
- *Eine Überweisungsanordnung vom 1.2.2000 in Höhe von 70.000.- LUF zu Gunsten des Kontos 30-019196-24 und zu Lasten des Kontos 30-820396-05 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹³⁸*

¹²¹ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 13

¹²² Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4

¹²³ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 16

¹²⁴ idem

¹²⁵ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

¹²⁶ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

¹²⁷ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist und Anlage 8 zu Bericht 8/510/00 vom 41.6.2000

¹²⁸ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 8

¹²⁹ idem

¹³⁰ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 23; diese Fälschung ist X.) zuzuordnen, da er im vorherigen entsprechenden Briefwechsel unter dem Namen X''') mit SOC15.) AG in Liechtenstein in Verbindung stand

¹³¹ Anhang 7 zu Bericht 8/179/00 vom 9.3.2000 und Bericht 8/42/00 vom 12.5.2000, Anlage 4

¹³² Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 10

¹³³ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 13

¹³⁴ Anhang 7 zu Bericht 8/179/00 vom 9.3.2000

¹³⁵ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

¹³⁶ Anhang zu Bericht 8/133/00 vom 16.02.2000 und Anlage 9 zu Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000

¹³⁷ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

- Eine Überweisung vom 8. Februar 2000 von 862.000.- USD vom Konto 30-056719-13-1 zu Gunsten des Kontos 33-066248-32-34 bei der Bank Crédit Européen mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹³⁹,
- Eine Überweisung vom 8. Februar 2000 von 2.630.000.- USD vom Konto 30-056719-13-1 zu Gunsten des Kontos 0996904/001.840 bei der Bank Banque de Luxembourg mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁴⁰
- Eine Bareinzahlung vom 8.2.2000 auf das Konto 30-820397-05 in Höhe von 140.000.- DM mit dem Namen X''') unterschrieb¹⁴¹
- Eine Quittung vom 11.2.2000 betreffend eine Barabhebung von 42.567.- LUF vom Konto 30-056719-13-1 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁴²
- Eine Barabhebungsquittung vom 11.2.2000 vom Konto 30-056719-08 in Höhe von 19.931.- LUF mit dem fiktiven Namen X''') unterschrieb¹⁴³
- Eine Quittung vom 15.2.2000 betreffend ein Einzahlung von 7.594.- LUF auf das Konto 30-056719-13-1 mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁴⁴
- Eine Quittung, datiert auf den 17.2.2000, welche den Erhalt von 400.000.- BEF seitens Frau T4.) bestätigte, aufstellte und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁴⁵,
- Eine Quittung, datiert auf den 17.2.2000, welche den Erhalt von 10.000.- USD seitens Frau T4.) bestätigte, aufstellte und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁴⁶
- Eine Anweisung vom 21.2.2000 zur Schliessung aller Konten von welchen X.) alias X''') unterschreibsberechtigt war und hinsichtlich der Überweisung der entsprechenden Saldi auf das Konto 30-828466-23 unter dem fiktiven Namen X''') verfasste und mit der entsprechenden Unterschrift versah¹⁴⁷
- Eine Quittung, datiert auf den 28.2.2000, welche den Erhalt von 5.700.000.- BEF seitens Frau T4.) bestätigte, aufstellte und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁴⁸,
- Einen Einzahlungsbeleg vom 15.3.2000 der Bank Caisse Rurale Raiffeisen Niederanven über 200.000.- LUF zu Gunsten des Kontos 99/49401/518 mit des fiktiven Unterschrift X''') versah und darauf die falsche Einzahlungsursache „SOC1.) S.A. remise des actionnaires“ vermerken liess¹⁴⁹
- Eine Einzahlungsquittung vom 16.3.2000 in Höhe von 200.000.- LUF zu Gunsten der Raiffeisenbank Niederanven mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁵⁰
- Die Unterlagen mit Datum vom 24.3.2000 betreffend den Kontoeröffnungsantrag, den wirtschaftlich Berechtigten, die dazugehörenden Bedingungen und das Unterschriftenprobenverzeichnis des Kontos 11530/51 der Caisse rurale Raiffeisen in Niederanven mit den fiktiven Angaben des X''') ausfüllen liess und mit der entsprechenden Unterschrift versah¹⁵¹
- Eine nicht datierte Quittung, welche den Erhalt von 18.000.- DM seitens Frau Brigitte POCHON bestätigte, aufstellte und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah,
- Eine nicht datierte handschriftliche Überweisungsanordnung in Höhe von 156.500.- USD zu Gunsten des Kontos 67.95.81.812 lautend auf den Namen SOC1.) S.A. bei der Bank ING in den Niederlanden unter der fiktiven Identität X''') und mit der entsprechenden Unterschrift versah sowie dieses Schriftstück an die BGL übermittelte zwecks Ausführung der besagten Überweisung¹⁵²
- Ein nicht datiertes Formular betreffend die wirtschaftlich Berechtigten der Gesellschaft SOC14.) LUXEMBOURG S.A. unter der Rubrik der statutarischen Vertreter mit den Angaben von X''') ausfüllen liess und mit der entsprechenden Unterschrift versah¹⁵³
- Einen nicht datierten Überweisungsantrag von 1.583,31.- NLG zu Lasten des Kontos 30-820397-05 auf Briefpapier der Gesellschaft SOC1.) verfasste und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁵⁴

¹³⁸ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 13

¹³⁹ Anlage zu Bericht 8/142/00 vom 17.2.2000

¹⁴⁰ Anhang zu Protokoll 8/134/00 vom 17.2.2000

¹⁴¹ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 20

¹⁴² Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

¹⁴³ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 19

¹⁴⁴ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

¹⁴⁵ Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 10

¹⁴⁶ Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 10

¹⁴⁷ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000, Anlage 7: Original; Bericht vom 15.1.2001, Anlage 4: Fax an die BGL

¹⁴⁸ Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 10

¹⁴⁹ Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 8

¹⁵⁰ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 16

¹⁵¹ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 15

¹⁵² Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 18

¹⁵³ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 22

- Einen nicht datierten Überweisungsantrag von 9.925,81.- NLG zu Lasten des Kontos 30-820397-05 auf Briefpapier der Gesellschaft SOCI.) verfasste und mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁵⁵
 - Drei nicht datierte Anträge zur Aufnahme einer Geschäftsbeziehung mit S.) auf dem Briefpapier der Gesellschaft SOCI.) mit der fiktiven Unterschrift X''') versah¹⁵⁶
- V) Betrug (Artikel 496 des Strafgesetzbuches)

Als Täter, welcher selbst die Taten ausgeführt hat,

im Gerichtsbezirk Luxemburg, u.a in Luxemburg, zwischen Juli 1998 und dem 23. März 2000,

in Zuwiderhandlung gegen Artikel 496 des Strafgesetzbuches, um sich eine einem Anderen gehörige Sache anzueignen, sich Gelder, aushändigen und ausliefern lässt idem er entweder einen falschen Namen und falsche Eigenschaften annimmt und indem er betrügerische Kunstgriffe anwendet, um das Bestehen nicht vorhandener Unternehmungen glaubhaft zu machen, um die Hoffnung eines Erfolges zu erwecken und um in sonstiger Weise das Vertrauen und die Leichtgläubigkeit zu missbrauchen,

in spezie, indem der Angeklagte als Täter sich Geldbeträge von den in der untenstehenden Liste angeführten Opfern¹⁵⁷ auf eines der dort angeführten Konten bei der BGL überweisen oder einzahlen liess:

| <i>Name des Geschädigten</i> | <i>Betrag und Datum der Einzahlung oder Überweisung</i> | <i>Herkunft des Betrages</i> | <i>Bank, Kontonummer und Kontoinhaber Zur Verwendung des Betrages</i> | <i>Datum des Vertrages mit SOC4.)</i> | <i>Im Vertrag festgesetzte Zins-erwartung innerhalb von X Tagen</i> | <i>Kontaktperson Bei SOC4.)</i> |
|------------------------------|---|---|---|---------------------------------------|---|---------------------------------|
| <i>A.)</i> | <i>2.000.000.- USD 2.2.2000¹⁵⁸</i> | <i>Bank Hofmann AG, Zürich</i> | <i>BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A.</i> | <i>./.</i> | <i>80 90 Tage</i> | <i>I.)</i> |
| <i>B.)</i> | <i>500.000.- USD 26.1.2000¹⁵⁹</i> | <i>Volksbank Gilching, Konto 360260¹⁶⁰</i> | <i>BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A.</i> | <i>22.1.2000</i> | <i>100% 90 Tage</i> | <i>I.)</i> |
| <i>R.)</i> | <i>300.000.- USD 28.1.2000¹⁶¹</i> | <i>Deutsche Bank AG, Kassel</i> | <i>BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A.</i> | <i>24.1.2000</i> | <i>110% 90 Tage</i> | <i>I.)</i> |
| <i>D.)¹⁶²</i> | <i>100.000.-</i> | <i>DG Bank,</i> | <i>BGL</i> | <i>27.1.2000</i> | <i>110%</i> | <i>I.)</i> |

¹⁵⁴ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 26

¹⁵⁵ idem

¹⁵⁶ idem, Anlage 27

¹⁵⁷ Liste aller Verträge: siehe Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Seite 3

¹⁵⁸ laut Kontoauszug 30-056719-13-1; Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 7 und Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 9

¹⁵⁹ Brief **B.)** vom 26.1.2000, Anhang 7 zu Bericht 8/179/00 vom 9.3.2000; laut Kontoauszug 30-056719 vom 27.1.2000 wurden 499.965.- USD gutgeschrieben (Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 7);

¹⁶⁰ laut Kontoauszug vom 27.1.2000, Volksbank Raiffeisenbank Starnberg; Bericht 4/432/00, Anlage 7

¹⁶¹ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 3; Mitteilung des Erhalts seitens **SOC2.)** Luxembourg vom 31.1.2000, selber Bericht; Kontoauszug 30-056719-13-1 vom 31.1.2000, Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 7

¹⁶² Auftraggeber laut Kontoauszug vom 2.2.2000: **SOC3.)** ELEKTRONIK HANDEL GmbH; Bericht 4/432/00, Anlage 7

| | | | | | | |
|--|--|--|---|------------------------|--------------------------|-------------------------------|
| | <i>USD</i> <i>2.2.2000</i> ¹⁶³ | <i>Deutsche, Berlin</i> | <i>30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A.</i> | <i>0</i> | <i>90 Tage</i> | |
| <i>T.)</i> ¹⁶⁴ | <i>600.000.- USD</i> <i>1.2.2000</i> ¹⁶⁵ | <i>UBS AG, Zürich</i> | <i>BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A.</i> | <i>26.1.200 0</i> | <i>100% 90 Tage</i> | <i>I.)</i> |
| <i>E.)</i> | <i>100.000.- USD</i> <i>14.12.1999</i> ¹⁶⁶ | <i>Citibank, New York</i> | <i>BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A.</i> | <i>6.12.199 9</i> | <i>125% 110 Tage</i> | <i>I.)</i> |
| <i>C.)</i> | <i>100.000.- USD</i> <i>15.12.1999</i> ¹⁶⁷ | <i>VR Bank Südpfalz EG Ruelzheim</i> | <i>BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A.</i> | <i>9.12.199 9</i> | <i>125% 110 Tage</i> | <i>I.)</i> |
| <i>F.)</i> ¹⁶⁸ | <i>100.000.- USD</i> <i>16.12.2000</i> | | <i>BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A.</i> | <i>10.12.19 99</i> | <i>135% 110 Tage</i> | <i>I.)</i> |
| <i>U.)</i> | <i>165.000.- DM</i> <i>28.2.2000</i> ¹⁶⁹ | | | <i>18.1.200 0</i> | <i>90% 90 Tage</i> | <i>V.)</i> |
| <i>O.)</i> ¹⁷⁰ | <i>250.000.- USD</i> <i>6.12.1999</i> | | <i>BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A.</i> | <i>26.11.19 99</i> | <i>135% 110 Tage</i> | <i>I.)</i> |
| <i>Q.)</i> ¹⁷¹ | <i>100.000.- USD</i> <i>25.1.2000</i> | | <i>BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A.</i> | <i>22.1.200 0</i> | <i>100% 90 Tage</i> | <i>I.)</i> |
| <i>P.)</i> ¹⁷² | <i>75.000.- USD</i> <i>13.12.1999</i> | | <i>BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A.</i> | <i>16.12.19 99</i> | <i>135% 110 Tage</i> | <i>X.) (?)</i> ¹⁷³ |
| <i>Summe der eingezahlten Gelder</i> | <i>4.225.000.- USD</i> <i>165.000.- DM</i> | | | | | |

Der modus operandi (betrügerische Kunstgriffe) kann wie folgt beschrieben werden:

¹⁶³ Kontoauszug vom 2.2.2000, Bericht 4/432/00, Anlage 7, siehe auch Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 6

¹⁶⁴ laut Kontoauszug 30-056719-13-1 vom 1.2.2000: SLOVPETROL S.R.O.: Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 7, siehe auch Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 7

¹⁶⁵ Kontoauszug vom 1.2.2000, Bericht 4/432/00, Anlage 7

¹⁶⁶ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 8 und Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 11

¹⁶⁷ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 8 und Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 12

¹⁶⁸ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 14

¹⁶⁹ laut Erhaltbestätigung seitens **SOC2.**), Anlage 5 zu Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000

¹⁷⁰ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 8

¹⁷¹ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 10

¹⁷² Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 13

¹⁷³ die Unterschrift auf der Rückseite des Vertrages gleicht derjenigen von **X.)** alias **X'''**.)

Im Namen der Gesellschaften SOC8.) S.A., SOC18.) und SOC7.) wurden seitens X.) und H.) mehrere Personen (T5.)¹⁷⁴, I.)¹⁷⁵, W.)¹⁷⁶, V.), T3.)¹⁷⁷, T6.)¹⁷⁸, M.)¹⁷⁹) als Kundenvermittler per Zeitungsinserate angeworben¹⁸⁰ und angestellt. Sie erhielten Anweisungen betreffend ihre künftigen Vorgehensweise.

Diese Vermittler sollten Kunden werben welche bereit waren, in Anlagegeschäften zu investieren. Mit ihnen wurde zum Teil ein „Vereinbarungsvertrag über die Bestellung zum Bevollmächtigten“ mit der Gesellschaft SOC4.) abgeschlossen¹⁸¹. Den Vermittlern wurden die Zusammenhänge bewusst lückenhaft dargelegt und beispielsweise verschwiegen, dass mehrere Gesellschaften zur Abwicklung der Tätigkeiten benutzt wurden. Da sie unter dem Namen anderer Gesellschaften angeworben worden waren, wussten sie von der Gesellschaft SOC2.) kaum etwas oder gar nichts¹⁸². Die Vermittler erhielten zumindest zum Teil einen Vertrag für den Vertrieb der zu suchenden Kunden.

Die Gesellschaft SOC7.) sollte von X.) dazu benutzt werden um Firmenstrukturen an die Kunden zu verkaufen. Zu diesem Zweck wurden Unterlagen entworfen, um den Kunden die Glaubwürdigkeit und die Seriosität der Tätigkeit zu belegen¹⁸³. T6.) wurde beim Vorstellungsgespräch erklärt, dass X.) eine Person aus dem Bankenfachgebiet für eine alleingessessene Vermögensverwaltungsgesellschaft suchen würde.

Die Kunden, welche daraufhin von den Vermittlern geworben wurden, wurden zum Teil in den Geschäftsräumen der Gesellschaft SOC2.) empfangen, wobei der Eindruck vermittelt wurde, dass es sich bei SOC2.) LUXEMBOURG um eine Bank handele (geografische Nähe zum Bankzentrum in Luxemburgstadt, Anwesenheit von Sicherheitsbeamten, Vorgaukeln von allen möglichen Sicherheitsmassnahmen, Briefpapier mit entsprechenden Vermerken, Art der vorgeschlagenen Geldgeschäfte).

Zumindest dem Kunden R.) wurde seitens eines angeblichen C-E.) fälschlicherweise dargelegt, dass es sich bei SOC2.) um eine Tochtergesellschaft der Gesellschaft THYSSEN handeln würde. Ihm wurde erklärt, dass das anzulegende Kapital bei der BGL sicher geparkt wäre und ein Investmentprogramm von einer Gesellschaft SOC4.) am 2.2.2000 starten würde. Von dieser Gesellschaft wurden Hochglanzprospekte vorgelegt¹⁸⁴. Betreffend die – fiktive - japanische Investmentgesellschaft SOC4.) wurde in Hochglanzbroschüren unter anderem auf „Top-Investment-Tradings“ hingewiesen, welche „bisher bis zu 142% erzielen“ könnten. Im Prospekt der „SOC2.)“ wurde mehrmals auf die Aktivität im Private Banking hingewiesen. Auf dem Briefpapier der Gesellschaft befand sich ausserdem der Vermerk „Banque Commerciale“ und die Vermerke „International Asset Management & Private Banking Consulting“ und „affiliated with Andorra Banking“.

Es entstand in vielen Fällen ein lebhafter Briefwechsel zwischen den Kunden, bzw. Drittpersonen und den von X.) benutzten Gesellschaften, wobei in den Briefen seitens dieser Gesellschaften sehr oft fiktive Namen und Unterschriften geleistet wurden, wie beispielsweise (...), (...), (...), X''''''''''', X''''''''''', (...), (...), DR. X''''', X''''', H'), (...), I.), (...), (...), X''''''''''')¹⁸⁵, sowie X')¹⁸⁶. Auch wurden Stempel mit diesen fiktiven Namen oder denen von fiktiven Gesellschaften auf den Briefen und in den Kundenverträgen benutzt um die Seriosität der Tätigkeit hervorzuheben.

Dem jeweiligen Kunden wurde fälschlicherweise dargelegt, dass SOC2.) LUXEMBOURG S.A. die Rolle eines Clearinghouses bei Investmentgeschäften übernehmen werde, bei welchen die Kunden einen Investitionsvertrag mit einer Gesellschaft SOC4.) unterzeichnen sollten. X.) hatte keine bankkaufmännischen Vorkenntnisse¹⁸⁷.

Der mit den Kunden stattfindende Briefverkehr und der Umgang mit den Kunden waren sehr vertrauensbildend. Den Kunden wurde Sicherheit für das Kapital zugesagt und auf Nachfrage wurde sogar die Absicherung des anzulegenden

¹⁷⁴ Aussage T5.) vom 9.3.2000 im Bericht 8/179/00 vom 9.3.2000, Anlage 9

¹⁷⁵ Schriftliche Erklärung I.) vom 16.2.2000, Bericht 8/179/00 vom 9.3.2000, Anlage 6

¹⁷⁶ Darstellung vom 1.3.2000, Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 44

¹⁷⁷ Brief B.) vom 22.2.2000, Anhang 7 zu Bericht 8/179/00 vom 9.3.2000

¹⁷⁸ Aussage T6.) vom 12.4.2000 in Bericht 8/335/00 vom 17.4.2000

¹⁷⁹ Bericht 8/10145/00 vom 28.12.2000, Anlage 1

¹⁸⁰ Bericht 8/335/2000 vom 17.4.2000, Anlagen 1 und 2; Inhalt der Inserate: siehe Bericht vom 7.8.2000, Anlage 12 und Bericht 8/1045/00 vom 28.12.2000, Anlage 2

¹⁸¹ Beispiel: Vertrag mit M.) und Y.): Bericht 8/1045/00 vom 28.12.2000, Anlage 2

¹⁸² Aussage T5.) , Bericht 8/179/00 vom 9.3.2000, Anlage 9 und Aussage T6.) vom 12.4.2000 in Bericht 8/335/00 vom 17.4.2000

¹⁸³ Bericht 8/335/00 vom 17.4.2000, Anlage 6

¹⁸⁴ Aussage R.) vom 19.4.2000, im Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 35 und Anlage 42 (Kläger E.)

¹⁸⁵ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Seite 8, 3. Abschnitt

¹⁸⁶ Bericht vom 7.8.2000, Anlage 18

¹⁸⁷ Aussage seiner Ehefrau EPOUSE.) vom 29.3.2000 in Bericht 8/335/00 vom 17.4.2000

Kapitals zugesichert, unter anderem unter Form eines angeblichen Garantiekontos, oder durch „entsprechend werthaltige Depots der SOC4.) Corporation“, wobei fälschlicherweise erklärt wurde, dass diese Depots auf die Gesellschaft SOC2.) LUXEMBOURG S.A. übereignet bzw. verpfändet und zuvor banktechnisch auf diese Werthaltigkeit überprüft worden seien¹⁸⁸.

Die Gesellschaft SOC4.) in Japan gibt es nicht; dieser Name wurde dazu benutzt um der Gesellschaft SOC2.) den Anschein einer weltweit operierenden Gesellschaftsstruktur zu verleihen¹⁸⁹. Die japanische Adresse entspricht einem sogenannten Call-Center.

Nach Unterzeichnung des jeweiligen Anlagevertrages schickte der Kunde denselben an SOC2.) LUXEMBOURG S.A. und erhielt eine entsprechende Bestätigung, wobei er angewiesen wurde, den Betrag auf das Konto 30-056719-13-1 bei der BGL, lautend auf den Namen SOC2.) LUXEMBOURG S.A. oder auf das Konto BGL 30-839486-82 auf den Namen SOC13.) S.A. einzuzahlen.

Nach Einzahlung erhielt der Kunde ein weiteres Schreiben, welchem ein fiktiver Kontoauszug und eine fiktive Garantieerklärung beigelegt waren. In weiteren Schreiben wurde auf den ordnungsgemässen Start des Investments hingewiesen.

Um eine Verschleierung der Tatbestände zu erwirken wurden vielfache Fälschungen erstellt und benutzt; es handelt sich dabei nicht nur um die unter den Punkten I und IV erwähnten Dokumente, sondern auch um weitere Fälschungen betreffend die benutzten Konten und die angeblich Berechtigten derselben¹⁹⁰.

Die Anrufe von Personen welche versuchten, telefonisch mit der Gesellschaft SOC1.) S.A. in Verbindung zu treten wurden in Wirklichkeit an ein sogenanntes Call-Center in den Niederlanden weitergeleitet¹⁹¹.

Das durch diesen Anlagebetrug erhaltene Geld wurde nicht investiert. Die Täter, Mittäter oder Gehilfe hatten übrigens nie die Absicht gehabt das Geld zu investieren. Dies geht nicht nur aus den oben beschriebenen Machenschaften hervor, sondern auch aus der Feststellung, dass schon bereits im Monat Januar 1999 ein gewisser Z.) aus Saarbrücken 450.000.- USD bei einer Gesellschaft SOC19.) INTERNATIONAL investierte und im Nachhinein über Mittelsmänner Klage zur Rückerlangung seines verlorenen Geldes führte, wobei die besagte Gesellschaft nicht mehr auffindbar war. Die Briefe an Herrn Z.) wurden von einer angeblichen Anwaltskanzlei LAMBERT, RENARD, DELFOSSE & PARTNER in Rotterdam abgeschickt und zum Teil von einem Drs. X'''), welcher sich als Rechtsanwalt ausgab, unterzeichnet. Die besagte Unterschrift entspricht derjenigen welche X.) unter dem Aliasnamen X''') benutzte¹⁹². Ausserdem hat Z.) den X.) als die Person wiedererkannt, welche ihm gegenüber als X''') aufgetreten ist¹⁹³.

Das erhaltene Geld wurde, vor der Beschlagnahmung der Konten durch die luxemburgischen Polizei- und Justizbehörden, unter anderem wie folgt benutzt:

- *Im Monat Dezember 1999 wurden 1.583,31.- NLG vom Konto 30-820397-05 auf das Konto 51.27.88.871 bei der ABN-AMRO Bank auf den Namen Stichting „Shell“ Pens. Fonds, Den Haag, überwiesen und 9.925,81.- NLG auf das Konto 51.96.70.736 desselben Kontoinhabers¹⁹⁴.*
- *Am 22.12.1999 wurden 59.200.- USD in bar seitens CHAUFF.) im Namen von X''') (alias X.) vom Konto 30-839486-871 abgehoben, um damit Provisionen an I.) in Höhe von 114.500.- DM, das heisst 19,7% der eingezahlten Summen der betroffenen Kunden E.), C.) und F.), zu begleichen¹⁹⁵.*
- *Am 19.1.2000 wurden 10.076.- USD (= 400.000.- LUF) in bar seitens X.) vom Konto 30-839486-87-1 abgehoben¹⁹⁶.*

¹⁸⁸ Beispiel: Brief vom 25.1.2000 an B.), Anhang 7 zu Bericht 8/179/00 vom 9.3.2000

¹⁸⁹ Bericht vom 12.10.2000

¹⁹⁰ siehe als Beispiel Bericht vom 22.11.2000 betreffend die Identität des 1.), Seiten 3 und 5 und die entsprechenden Anlagen

¹⁹¹ Bericht 8/596/00 vom 10.7.2000m, Seite 3

¹⁹² Bericht vom 7.8.2000, Seite 5, sowie Anlagen 13 und 14; siehe auch Bericht vom 8.1.2001, Seite 8, erster Absatz

¹⁹³ Bericht vom 28.9.2001

¹⁹⁴ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 26; die entsprechenden Rechnungen sind vom 2.12.1999

¹⁹⁵ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 16

¹⁹⁶ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 8

- Zwischen dem 28.9.1998 und dem 28.1.2000 wurden insgesamt 4.140.000.- LUF auf das Konto 404-5086131-85 bei der Bank KB in Antwerpen zu Gunsten eines X'.) – Name welcher den belgischen Behörden nicht bekannt ist - überwiesen, wobei zumindest ein Teil dieses Geldes in der Zeitspanne eingezahlt wurde in welcher die obigen Kunden Geld eingezahlt hatten¹⁹⁷.
 - Am 31.1.2000 wurden 1.180.000.- BEF zu Gunsten des Kontos 30-056719-08 bei der Bank BGL auf den Namen SOC7.) CO. S.A. überwiesen¹⁹⁸.
 - Am 31.1.2000 wurden 9.917,67.- USD in bar vom Konto 30-056719-13-1 aufgehoben¹⁹⁹.
 - Am 1.2.2000 wurden 410.000.- LUF in bar seitens X.) unter dem Namen X''.) vom Konto 30-056719-13-1 aufgehoben²⁰⁰.
 - Am 8.2.2000 wurden 2.630.000.- USD vom Konto 30-056719-13-1 zu Gunsten des Kontos 0996904/001.840 bei der Banque de Luxembourg, auf den Namen SOC1.) überwiesen²⁰¹.
 - Am 8.2.2000 wurden 862.000.- USD vom Konto 30-056719-13-1 zu Gunsten des Kontos 33-066248-32-34 70/31/059 bei der Bank Crédit Européen überwiesen²⁰².
 - Am 10.2.2000 wurden 156.500.- USD vom Konto 30-056719-13-1 zu Gunsten des Kontos 67.95.81.812 lautend auf den Namen SOC1.) CAPITAL & TRUST N.V. der bei der Bank ING in die Niederlande überwiesen²⁰³.
- Nach Erfölgung der drei vorbenannten Überweisungen wurde das Konto 30-056719-13-1 der Gesellschaft SOC2.) INTERNATIONAL am 9. Februar 2000 geschlossen.
- Am 11.2.2000 wurden 19.931.- LUF in bar seitens X.) alias X''') vom Konto 30-056719-08 abgehoben²⁰⁴.
 - Zwischen dem 16.5.1998 und dem 21.2.2000, Datum der Schliessung der Konten der Gesellschaft SOC6.) sàrl, hob Frau T4.) insgesamt 726.000.- LUF von diesen Konten ab, wobei zumindest ein Teil dieses Geldes die Zeitspanne betrifft in welcher die obigen Kunden Geld eingezahlt hatten. Am 22.2.2000 hob Frau T4.) ausserdem 6.400.000.- LUF vom Konto 30-828466-23 ab. Davon erhielt die Rechtsanwältin Brigitte POCHON 5.700.000.- LUF am 28.2.2000. Letztere behauptet, die besagte Summe an X.) in bar überreicht zu haben²⁰⁵. Betreffend die restlichen 700.000.- LUF hat Frau T4.) eine Abrechnung aufgestellt, laut welcher sie mit diesem Geld unter anderem Arzt- und Telefonrechnungen von X.) Alias X'''), sowie Mieten und ihr Gehalt in einer Gesamthöhe von 605.601.- LUF bezahlt hat²⁰⁶.
 - Am 7.3.2000 wurden 156.417.- Luf vom Konto 30-847566-14 der SOC8.) S.A. zu Gunsten des Kontos CCPL 131340-02 der Rechtsanwältin POCHON überwiesen²⁰⁷.
 - Am 7.3.2000 wurden weitere 194.824.- Luf vom Konto 30-820378-83 der Gesellschaft SOC1.) S.A. zu Gunsten des Kontos CCPL 131340-02 der Rechtsanwältin POCHON überwiesen²⁰⁸.
 - Am 15.3.2000 zahlte der Beschuldigte 200.000.- LUF auf das Konto 99/49401/518 bei der Bank Raiffeisenkasse in Niederranven auf den Namen X''') ein²⁰⁹.
 - Am 24.3.2000 wurden 95.265.- LUF vom Konto 30-019196-24 zu Gunsten des Kontos CCPL 131340-02 der Rechtsanwaltskanzlei POCHON überwiesen²¹⁰.
 - Am 27.3.2000 wurden 200.000.- LUF vom Konto 11530/516 der Raiffeisenbank zu Gunsten des Kontos CCPL 131340-02 der Rechtsanwältin Brigitte POCHON überwiesen²¹¹.
 - Am 25.1.2000 wurden 135.000.- USD zu Gunsten des Kontos USD 318.810.018 lautend auf den Namen SOC15.) TREUHAND AG bei der Bank Verwaltungs-und Privat Bank in Liechtenstein überwiesen worden, von wo 15.000.- USD auf das neu eröffnete Konto 0161102 (SOC1.) LIECHTENSTEIN AG) bei der Bank

¹⁹⁷ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

¹⁹⁸ Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 5

¹⁹⁹ Kontoauszug vom 2.2.2000, Bericht 4/432/00, Anlage 6

²⁰⁰ Anlage zu Beschlagnahmeprotokoll 8/201/00 vom 5.4.2000, welches Anlage 1 zu Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000 ist

²⁰¹ Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000, Seite 3

²⁰² Bericht 8/311/00 vom 10.4.2000, Seite 3

²⁰³ Kontoauszug vom 31.1.2000, Bericht 4/432/00, Anlage 5; siehe Anlage 18 zu Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000; siehe auch Beschlagnahmeprotokoll 8/134/00 vom 17.2.2000, als Anlage zu Bericht 8/135/00 vom 17.2.2000

²⁰⁴ Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 19

²⁰⁵ Bericht vom 14.5.1.2001, Seite 5 unter „Conclusion“

²⁰⁶ Bericht vom 14.5.1.2001, Anlage 5

²⁰⁷ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 4

²⁰⁸ Bericht vom 8.1.2001, Anlage 4

²⁰⁹ Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 8

²¹⁰ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 13

²¹¹ Bericht 8/510/00 vom 14.6.2000, Anlage 19

LGT Bank in Liechtenstein und am 16.2.2000, bzw. 24.2.2000 120.000.- USD auf das Konto 0095/6997-3, bzw. 0295/4871-5 (SOC1.) bei der BCEE überwiesen wurden; von letzterem Konto wurde der Betrag von 119.500.- USD am 24.2.2000 auf das Konto 0085/5836-1 von X.) überwiesen, von wo er am 25.2.2000 in bar seitens der Ehefrau von X.), EPOUSE.) abgehoben wurde²¹²;

Ein Teil des Geldes konnte wie folgt beschlagnahmt werden²¹³:

| Bank | Konto | Beschlagnahmte Summe | Währung | Kontoinhaber |
|----------------------|----------------------------------|---------------------------|------------|--------------|
| Banque de Luxembourg | 0996904-007-1925715 | 2.630.000.- | USD | SOC1.) S.A. |
| Banque de Luxembourg | 0996904-007-19223263 | 27.000.- | USD | SOC1.) S.A. |
| Banque de Luxembourg | 0996904-001.056 | 20.000.- | BEF | SOC1.) S.A. |
| Crédit Européen | 14-320-759-0-3/010 (KL 110/6261) | 851.431,69.- | USD | X.) |
| Gesamtsumme | | 3.508.431,6.- 20.000.- | USD BEF | |

VI. Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 betreffend den Finanzsektor

im Gerichtsbezirk Luxemburg, u.a in Luxemburg, zwischen Juli 1998 und dem 23. März 2000,

im eigenen Namen und Interesse und als Leiter oder Verantwortlicher der Gesellschaften SOC1.) S.A., SOC1.) Participations S.A. H., SOC6.) sàrl, SOC9.) sàrl, SOC10.) sàrl, SOC1.) S.A., SOC11.) sàrl, SOC12.) sàrl, SOC13.) S.A., SOC8.) S.A., SOC14.) Luxembourg S.A., SOC7.) S.A., SOC2.) International S.A. und SOC2.) International Management S.A. H.

als Täter, welcher die Tat selber ausführte,

eine berufliche Tätigkeit des Finanzsektors ausgeübt zu haben, ohne im Besitz der erforderlichen ministeriellen Genehmigung zu sein,

im Besonderen eine Berufstätigkeit als Vermögensverwalter ausgeübt zu haben, indem er von den unter Punkt IV. bezeichneten Personen, den insgesamt Geldbetrag von 4.225.000.- USD und 165.000.- DM entgegennahm um ihn, in deren Namen, nach freiem Ermessen und auf individueller Basis, zu verwalten.

Quant aux concours

Les infractions retenues sub I), II), III) et VI) ainsi que le groupe d'infractions retenu sub IV) et V) se trouvent en concours réel entre eux, de sorte qu'il y a lieu à application de l'article 60 du code pénal.

Quant à la peine

En cas de concours réel de plusieurs délits, l'article 60 du code pénal prévoit que seule la peine la plus forte sera prononcée et que cette peine pourra être élevée au double du maximum, sans toutefois pouvoir excéder la somme des peines prévues par les différents délits.

Il s'ensuit que la peine d'emprisonnement à prononcer à l'encontre de X.) se situe entre 3 mois et 10 ans.

En fait, la peine à prononcer prendra en considération l'importance et la multitude d'actes posés par le prévenu, ensemble l'assurance et l'arrogance avec laquelle il s'est mis en valeur devant ses différents interlocuteurs, sans négliger le fait que des malfaiteurs comme le prévenu nuisent gravement à la place financière de Luxembourg.

²¹² Kontoauszug vom 26.1.2000, Bericht 4/432/00 vom 23.3.2000, Anlage 7 und Bericht 8/402/00 vom 12.5.2000, Anlage 23, siehe auch Bericht vom 8.1.2001, Anlage 7

²¹³ Bericht 8/179/00 vom 9.3.2000, Seite 2

De même, le prévenu a déjà des antécédents judiciaires en Allemagne pour des faits similaires et il était déjà connu aux enquêteurs luxembourgeois dans le cadre d'une autre affaire d'escroquerie. Actuellement, il se trouve en détention en Allemagne.

Il faut aussi tenir compte de l'importance des sommes recueillies par le prévenu (4.225.000.- USD et 165.000.- DM), ainsi que du désarroi des victimes qui ont perdu une partie de leurs économies.

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de condamner **X.)** à une peine d'emprisonnement de 8 ans.

Quant à l'amende à prononcer, le tribunal doit tenir compte des circonstances dans lesquelles les infractions ont eu lieu, de même que des gains scandaleux que **X.)** s'est procurés grâce à ses activités illégales et frauduleuses. Au vu de ces considérations, le tribunal fixe l'amende à 25.000 euros.

Quant à la demande en mainlevée d'objets saisis et en restitution :

A l'audience du 21 juin 2005, Maître Pascale SPELTZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, prise en sa qualité de curateur de la faillite de la société **SOC1.)** s.a., a demandé la mainlevée de la saisie judiciaire et la restitution des avoirs figurant au compte n°0996904 auprès de la Banque de Luxembourg.

La demande est basée sur l'article 194-2 du Code d'instruction criminelle.

La demande en mainlevée et en restitution est recevable.

Le solde du compte bloqué s'élève à 3.040.467,94 dollars + 289,58 euros.

La partie demanderesse estime que l'argent se trouvant sur ledit compte bancaire constitue un bien fongible et que partant les parties civiles respectives ne sauraient rapporter la preuve que les fonds ayant alimenté le compte de la société constituent leur propriété. Ainsi, l'argent investi par les plaignants et demandeurs au civil aurait cessé d'être individualisé et se serait confondu avec le patrimoine de la société **SOC2.)** et ensuite de la société **SOC1.)** s.a., puisque ces sommes ont été transférées sur le compte de la société faillie.

Il est constant en cause que la société **SOC1.)** s.a a été déclarée en état de faillite par un jugement commercial n°296/02 du 24 avril 2002.

Il faut constater que l'argent transféré sur le compte ouvert auprès de la Banque de Luxembourg au nom de la société anonyme **SOC1.)** provient d'un compte de la **SOC2.)** auprès de la BGL (cf. rapport n°8/179/00 du 9 mars 2000). Ce dernier compte était alimenté par les sommes virées par les victimes ayant investi leur argent auprès de la **SOC2.)**.

Il résulte encore du rapport précité que les comptes avec la racine 0996904 faisant l'objet de l'actuelle demande en restitution ouverts auprès de la KBL ont été ouverts en date du 10 décembre 1998. Le titulaire du compte est la société anonyme **SOC1.)**. Les personnes et sociétés suivantes ont été porteurs d'une procuration (falsifiée), respectivement en étaient les bénéficiaires économiques: la société anonyme **SOC1.)** INTERNATIONAL MANAGEMENT S.A., représentée par **X''')** (fausse identité du prévenu **X.)**), **2.)** et **3.)**.

Il résulte à suffisance des éléments recueillis dans le dossier répressif que la société anonyme **SOC1.)** a été constituée par un individu agissant sous une fausse identité, muni de procurations falsifiées. Cette société a été constituée dans le seul but de collecter les fonds recueillis par la **SOC2.)** au moyen d'escroqueries et de faire ensuite disparaître les sommes illicitement appropriées.

Il faut partant constater que la constitution de la société anonyme **SOC1.)** est une des manœuvres frauduleuses employées par le prévenu pour commettre les escroqueries qui lui ont été reprochées dans la présente affaire et qui ont été retenues à sa charge. La société anonyme **SOC1.)** n'était partant rien d'autre qu'un instrumentum sceleris dont s'est servi le prévenu pour commettre des infractions.

Par ailleurs, les avoirs sur les comptes ouverts auprès de la KBL portant la racine 00996904 ont été saisis bien avant la date de la mise en faillite de la société **SOC1.)** S.A. Il a été prouvé que l'argent se trouvant sur le compte peut être retracé comme correspondant aux investissements escroqués.

Il s'ensuit que la présente demande en restitution doit être déclarée non fondée.

Les restitutions d'office

La restitution est, en droit pénal, une notion complexe. En effet, ce terme est envisagé dans deux sens différents. Dans une première conception, très extensive, on admet sous ce terme toute mesure ayant pour objet de rétablir l'état des choses antérieur à l'infraction et de faire cesser l'état délictueux. Dans une deuxième conception, la restitution proprement dite consiste en la remise à leur légitime propriétaire des objets, sommes, effets mobiliers, etc qui ont été placés sous la main de justice à l'occasion d'une infraction (Rev.Sc.Crim., 1937, 195).

Aux termes des articles 44 du code pénal et 194-1 du code d'instruction criminelle le tribunal qui aura prononcé la peine statuera en même temps sur les restitutions et dommages et intérêts qui peuvent être dus aux parties.

La restitution a pour but d'empêcher le maintien d'un état de fait qui perpétue l'infraction et réserve au délinquant le bénéfice de la violation de la loi. Les articles relatifs à la restitution ont pour fonction que l'état de chose illégal créé par l'infraction disparaisse par l'organe et la puissance du juge de répression agissant au besoin d'office (Les Nouvelles Pénal, n°1563, 1564 et 1568).

Tout légitime détenteur des objets saisis peut en principe recouvrer ces objets, dès l'instant où ils ne sont plus utiles à la manifestation de la vérité et en l'absence de toute contestation sérieuse sur leur propriété.

Conformément à ces principes, la restitution des objets volés, détournés ou obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit s'impose tant à la victime qu'au juge, à moins que la propriété n'en soit contestée (Les Nouvelles Pénal no 1573 et 1578).

Le bien susceptible à restitution peut être un bien corporel ou incorporel (compte bancaire bloqué), à condition que ce bien ait été préalablement mis sous main de justice.

Ont été saisis et placés sous main de justice par ordonnance de perquisition et de saisie du juge d'instruction les fonds suivants :

| Bank | Konto | Beschlagnahmte Summe | Währung | Kontoinhaber |
|----------------------|-------------------------------------|---|--------------------------|---------------------|
| Banque de Luxembourg | 0996904-007-1925715 | 2.630.000.- | USD | SOCI.) S.A. |
| Banque de Luxembourg | 0996904-007-19223263 | 27.000.- | USD | SOCI.) S.A. |
| Banque de Luxembourg | 0996904-001.056 | 20.000.- | BEF | SOCI.) S.A. |
| Crédit Européen | 14-320-759-0-3/010 (KL 110/6261) | 851.431,69.- | USD | X.) |
| Gesamtsumme | | 3.508.431,6.- 20.000.- | USD BEF | |

Ces saisies ont permis de bloquer et de mettre sous main de la justice un montant total de 3.508.431.6 US dollars et de 20.000 francs belges, provenant des infractions retenues à l'encontre du prévenu.

Dans l'hypothèse où la restitution vise à annihiler les effets matériels de l'infraction, elle est subordonnée à deux conditions:

- l'objet enlevé ou détourné doit se retrouver en nature et
- l'objet doit se trouver sous main de justice (cf. Les Nouvelles, n°1562 et 1573).

Il y a dès lors lieu de prononcer la restitution de la somme de 2.630.000.- US dollars, de 27.000.- US dollars et de 20.000.- francs belges présentant le solde des fonds saisis auprès de la Banque du Luxembourg sur des comptes ouverts sous la racine n°0996904 et ayant pour titulaire la société anonyme **SOCI.)**, provenant des infractions retenues à l'encontre du prévenu.

Il y a encore lieu de prononcer la restitution de la somme de 851.431,69.- US dollars présentant le solde des fonds saisis auprès du CREDIT EUROPEEN à Luxembourg sur un compte ouvert au nom d'**X.)**, provenant des infractions retenues à son encontre.

Le tribunal retient cependant en ce qui concerne les modalités de restitution qu'il y a lieu de constater que sur les sommes saisies sur les comptes ouverts auprès de la BANQUE DE LUXEMBOURG ainsi qu'auprès du CREDIT EUROPPEN ne se trouve qu'une partie de la totalité des sommes escroquées par le prévenu.

Il appert du tableau reproduit ci-avant que les montants totaux de 3.508.431,69 US dollars et de 20.000.- francs belges ont été saisis.

Les victimes énumérées ci-après sont à l'origine de ces fonds :

| Name des Geschädigten | Betrag und Datum der Einzahlung oder Überweisung | Herkunft des Betrages | Bank, Kontonummer und Kontoinhaber Zur Verwendung des Betrages | Datum des Vertrags mit SOC4.) | Im Vertrag festgesetzte Zinserwartung innerhalb von X Tagen | Kontaktperson Bei SOC4.) |
|------------------------------|---|--|---|--------------------------------------|--|---------------------------------|
| A.) | 2.000.000.- USD 2.2.2000 | Bank Hofmann AG, Zürich | BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A. | ./. | 80 90 Tage | I.) |
| B.) | 500.000.- USD 26.1.2000 | Volksbank Gilching, Konto 360260 | BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A. | 22.1.2000 | 100% 90 Tage | I.) |
| R.) | 300.000.- USD 28.1.2000 | Deutsche Bank AG, Kassel | BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A. | 24.1.2000 | 110% 90 Tage | I.) |
| D.) | 100.000.- USD 2.2.2000 | DG Bank, Deutsche, Berlin | BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A. | 27.1.2000 | 110% 90 Tage | I.) |
| T.) | 600.000.- USD 1.2.2000 | UBS AG, Zürich | BGL 30-056 719-13-1 SOC2.) Luxembourg S.A. | 26.1.2000 | 100% 90 Tage | I.) |
| E.) | 100.000.- USD 14.12.1999 | Citibank, New York | BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A. | 6.12.1999 | 125% 110 Tage | I.) |
| C.) | 100.000.- USD 15.12.1999 | VR Bank Südpfalz EG Ruelzheim | BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A. | 9.12.1999 | 125% 110 Tage | I.) |
| F.) | 100.000.- USD 16.12.2000 | | BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A. | 10.12.1999 | 135% 110 Tage | I.) |
| U.) | 165.000.- DM 28.2.2000 | | | 18.1.2000 | 90% 90 Tage | V.) |
| O.) | 250.000.- USD 6.12.1999 | | BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A. | 26.11.1999 | 135% 110 Tage | I.) |

| | | | | | | |
|--|---|--|---|----------------|----------------------|----------------|
| Q.) | 100.000.- USD 25.1.2000 | | BGL 30-056 719-13- 1 SOC2.) Luxembourg S.A. | 22.1.200 0 | 100% 90 Tage | I.) |
| P.) | 75.000.- USD 13.12.1999 | | BGL 30-839486-82 SOC13.). S.A. | 16.12.19 99 | 135% 110 Tage | X.) (?) |
| Summe der eingezahlten Gelder | 4.225.000.- USD 165.000.- DM | | | | | |

Il résulte de ce qui a été exposé ci-avant que les sommes d'argent virées par ces victimes ne se retrouvent plus intégralement sur ce compte bancaire, de sorte qu'il est actuellement impossible de les identifier et individualiser.

Il y a cependant lieu de retenir que les fonds qui se retrouvent pour partie en nature et qui sont identiquement les mêmes que ceux escroqués par le prévenu sont pour partie sous main de justice, de sorte qu'il y a lieu d'en ordonner la restitution.

Le tribunal correctionnel peut décider que le numéraire saisi est à restituer au marc le franc entre diverses parties lésées, victimes d'une escroquerie (à ce sujet v°Max Le Roy, Le délicat problème d'instruction criminelle: la restitution des objets placés sous main de justice, JCP, 1949, I, 808 et Crim. 16 août 1872, Rec.Sirey 73, I, 144).

La restitution n'est qu'une mesure d'exécution échappant à la compétence de la juridiction de jugement.

Il y a partant lieu d'ordonner la restitution au marc le franc de la somme de 2.657.000 US dollars + 27.000 US dollars + 851.431,69 US dollars ainsi que de 20.000.- francs belges entre les victimes pré-énumérées.

Quant aux confiscations :

Il y a lieu d'ordonner la confiscation des objets suivants:

-documents saisis suivant procès-verbal n°8/134/00 du 17.02.2000

-documents saisis suivant procès-verbal n°8/139/00 du 18.02.2000

-documents, fausses pièces d'identité, téléphone portable de marque NOKIA, téléphone portable de marque ERICSSON, calculatrice, cartes de visites, carte VISA émise au nom de X.), une boîte contenant huit tampons contrefaits et un ordinateur portable "Liteline", saisis suivant procès-verbal n°4/431/00 du 23.03.2000

-documents, appareil téléphonique de marque Cresta, logiciels divers, saisis suivant procès-verbal 4/462/00 du 31.03.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/201/00 du 05.04.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/415/00 du 16.05.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/448/00 du 29.05.2000

-ordinateur de marque Escon saisi suivant procès-verbal no 8/454/00 du 05.06.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/920/00 du 15.11.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/834/00 du 10.10.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/904/00 du 07.11.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/1038/00 du 28.12.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/1039/00 du 28.12.2000

de la Police grand-ducale de Luxembourg, Service de Police Judiciaire, en tant qu'objets ayant servi à commettre les infractions retenues à l'encontre du prévenu.

AU CIVIL

Généralités

Les articles 1 et 3 du code d'instruction criminelle permettent à la victime d'agir devant les tribunaux répressifs en vue de la réparation de son dommage causé par l'infraction.

En application des articles 1 et 3 du code d'instruction criminelle la victime, peut procéder devant les juridictions répressives à condition qu'elle ait subi un dommage personnel et individuel qui résulte directement et par un lien de causalité de l'infraction dans les conditions déterminées par le code pénal ou par des lois spéciales.

Le préjudice subi doit être personnel, direct (causal) et certain, c'est-à-dire il doit y avoir un rapport de cause à effet suffisamment certain et direct entre l'activité délictuelle du prévenu, défendeur à l'action civile, et les conséquences dommageables (R. Thiry, Précis d'Instruction criminelle en Droit luxembourgeois, T I, n° 114 et suiv.)

Tandis que les restitutions sont basées sur le respect du droit de propriété et s'analysent comme étant le mode de réparation consistant en la remise au propriétaire des choses qui lui ont été escroquées et sur la nécessité de rétablir l'ordre légal troublé par l'infraction, l'allocation de dommages et intérêts se fonde sur le respect d'un droit naturel à la réparation du préjudice causé, soit moral, soit matériel, conformément aux principes consacrés par les articles 1382 et 1383 du code civil.

L'action en restitution et l'action en dommages et intérêts sont indépendantes l'une de l'autre. Elles peuvent être formées soit isolément, soit simultanément (cf. Pandectes belges, v°Restitution (Matières Pénales), page 1050, n°6).

Les dommages et intérêts peuvent s'ajouter aux restitutions (cf. Le Poittevin, code d'instruction criminelle, tome I, article 161, n°32).

En vertu de ces principes, le tribunal retient qu'il n'y a pas lieu d'imputer dès à présent les restitutions ordonnées au pénal sur les parties civiles. En effet, la saisie ordonnée par le juge d'instruction dans le cadre de la procédure pénale, constitue une mesure conservatoire, sans influence sur le préjudice subi par la partie civile.

Ainsi la restitution ordonnée par la juridiction n'affecte pas le préjudice en son principe, la réparation n'intervenant que postérieurement au jugement, au moment de la restitution effective (C.A., 21 janvier 2003, n°24/03, MP c/ R.).

Il y a toutefois lieu de préciser que les montants que le tribunal sera amené à allouer le cas échéant aux parties civiles est à réduire des sommes, placées sous main de justice dont il a ordonné la restitution d'office à leurs légitimes propriétaires.

Il y a encore lieu de relever que le juge est libre d'allouer des intérêts sur les dommages et intérêts compensatoires et ce à partir de la date qui lui semble adéquate (Pas. T29, p.175)

En l'espèce, les dommages et intérêts seront alloués dans le jugement à intervenir avec les intérêts au taux légal à partir du jour de la demande en justice jusqu'à solde.

1. Partie civile de A.)

A l'audience publique du 21 juin 2005, Maître Lex THIELEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, s'est constitué partie civile pour compte et au nom de A.), préqualifié, contre le prévenu X.).

Il y a lieu de donner acte au demandeur au civil de sa constitution de partie civile.

Le tribunal est compétent pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard du prévenu X.).

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

La partie demanderesse au civil demande la réparation de son préjudice matériel qu'elle fixe à 2.000.000.- US dollars, augmenté des intérêts légaux tels que de droit.

Au vu des renseignements fournis et des pièces du dossier pénal, **A.)** a viré le 2 février 2000 un montant de 2 millions de dollars sur le compte de la **SOC2.)** de la BGL.

La demande civile est dès lors fondée pour le montant de 2.000.000.- US dollars, avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, soit le 21 juin 2005, jusqu'à solde.

2. Partie civile de B.) :

A l'audience publique du 21 juin 2005, Maître Hans-Friedrich LUCHTERHANDT, avocat inscrit au barreau de Munich, demeurant à Schondorf am Ammerssee (Allemagne), s'est constitué partie civile pour compte et au nom de **B.)** préqualifié, contre le prévenu **X.)**.

Il y a lieu de donner acte au demandeur au civil de sa constitution de partie civile.

Le tribunal est compétent pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard du prévenu **X.)**.

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

La partie civile demande réparation de son préjudice matériel qu'elle fixe à 500.000.- US dollars, augmenté des intérêts légaux tels que de droit.

Au vu des renseignements fournis et des pièces du dossier pénal, **B.)** a viré le 22 janvier 2000, 500.000.- US dollars sur le compte bancaire de la **SOC2.)** auprès de la BGL.

La demande civile est partant fondée pour le montant de 500.000.- dollars, avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, soit le 21 juin 2000, jusqu'à solde.

3. Partie civile de C.)

A l'audience publique du 21 juin 2005, Maître Anne GROSSMANN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en remplacement de Maître Alain LORANG, avocat à la Cour, s'est constitué partie civile pour compte et au nom de **C.)**, préqualifié, contre le prévenu **X.)**.

Il demande au tribunal de condamner **X.)** à payer à **C.)** la somme de 100.000.- dollars avec les intérêts légaux tels que de droit.

Il y a lieu de donner acte au demandeur au civil de sa constitution de partie civile.

Le tribunal est compétent pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard du prévenu **X.)**.

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

Au vu des renseignements fournis et des pièces du dossier pénal, **C.)** a viré le 15 décembre 1999 100.000.- dollars sur le compte bancaire de la société **SOC13.)** s.a auprès de la BGL.

La demande civile est partant fondée pour le montant de 100.000.- dollars avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, soit le 21 juin 2005, jusqu'à solde.

4. Partie civile de D.), subsidiairement de la société de droit allemand SOC3.) Verwaltungs-und Beteiligungsgesellschaft mbh :

A l'audience publique du 21 juin 2005, Maître Anne LAMBE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en remplacement de Maître Franz SCHILTZ avocat à la Cour, s'est constitué partie civile pour compte et au nom de **D.)**, préqualifié, contre le prévenu **X.)**.

A titre subsidiaire, à l'audience publique du 21 juin 2005, Maître Anne LAMBE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en remplacement de Maître Franz SCHILTZ avocat à la Cour, s'est constitué partie civile pour compte et au nom de la société de droit allemand **SOC3.)** Verwaltungs-und Beteiligungsgesellschaft mbh, préqualifiée, contre le prévenu **X.)**.

Il y a lieu de donner acte au demandeur au civil de sa constitution de partie civile.

Le tribunal est compétent pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard du prévenu **X.)**.

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

La partie civile demande réparation de son préjudice matériel qu'elle fixe à 100.000.- dollars, augmenté des intérêts légaux tels que de droit.

Au vu des renseignements fournis et des pièces du dossier pénal, **D.)** a viré le 2 février 2000 le montant de 100.000.- US dollars sur le compte bancaire de la **SOC2.)** auprès de la BGL.

La demande civile de **D.)** est partant fondée pour le montant de 100.000.- US dollars avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, soit le 21 juin 2005, jusqu'à solde.

Il n'y a en conséquent plus lieu d'analyser encore la demande civile présentée en ordre subsidiaire par la société de droit allemand **SOC3.)** Verwaltungs-und Beteiligungsgesellschaft mbh.

5. Partie civile de E.) :

A l'audience publique du 21 juin 2005, Maître Anne LAMBE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en remplacement de Maître Franz SCHILTZ avocat à la Cour, s'est constitué partie civile pour compte et au nom de **E.)**, préqualifié, contre le prévenu **X.)**.

Il y a lieu de donner acte au demandeur au civil de sa constitution de partie civile.

Le tribunal est compétent pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard du prévenu **X.)**.

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

La partie civile demande réparation de son préjudice matériel qu'elle fixe à 100.000.- dollars, augmenté des intérêts légaux tels que de droit.

Au vu des renseignements fournis et des pièces du dossier pénal, **E.)** a viré le 14 décembre 1999 le montant de 100.000.- US dollars sur le compte bancaire de la société **SOC13.)** auprès de la BGL.

La demande civile de **E.)** est partant fondée pour le montant de 100.000.- US dollars avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, soit le 21 juin 2005, jusqu'à solde.

6. Partie civile de F.) :

A l'audience publique du 21 juin 2005, Maître Anne LAMBE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en remplacement de Maître Franz SCHILTZ avocat à la Cour, s'est constitué partie civile pour compte et au nom de **F.)**, préqualifié, contre le prévenu **X.)**.

Il y a lieu de donner acte au demandeur au civil de sa constitution de partie civile.

Le tribunal est compétent pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard du prévenu **X.)**.

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

La partie civile demande réparation de son préjudice matériel qu'elle fixe à 100.000.- dollars, augmenté des intérêts légaux tels que de droit.

Au vu des renseignements fournis et des pièces du dossier pénal, **F.)** a viré le 16 décembre 2000 le montant de 100.000.- US dollars sur le compte bancaire de la société **SOC13.)** auprès de la BGL.

La demande civile de **F.)** est partant fondée pour le montant de 100.000.- US dollars avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, soit le 21 juin 2005, jusqu'à solde.

PAR CES MOTIFS :

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **septième chambre**, siégeant en **matière correctionnelle**, statuant **par défaut** à l'égard d'**X.)**, les demandeurs au civil entendus en leurs conclusions et le représentant du Ministère Public entendu en ses réquisitions,

AU PENAL

c o n d a m n e le prévenu X.) du chef des infractions retenues à sa charge, qui se trouvent en concours idéal, respectivement réel, **à une peine d'emprisonnement de 8 (HUIT) ans ;**

c o n d a m n e le prévenu X.) du chef des infractions retenues à sa charge, qui se trouvent en concours idéal, respectivement réel, **à une amende de 25.000 (VINGT-CINQ MILLE) euros**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 110,67 euros;

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à 500 (CINQ CENTS) jours;

d é c l a r e non fondée la demande en mainlevée d'objets saisis et en restitution présentée par Maître Pascale SPELTZ, prise en sa qualité de curateur de la société anonyme **SOC1.)** s.a.

o r d o n n e d'office la restitution au marc le franc aux légitimes propriétaires de la somme de 2.657.000 US dollars placée sous main de justice suivant procès-verbal de saisie no 8/139/00 du 22 février 2000 de la police grand-ducale auprès de la banque BGL, de la somme de 20.000.- BEF placée sous main de justice suivant procès-verbal de saisie no 8/139/00 du 22 février 2000 auprès de la banque BGL ainsi que de la somme de 851.431,69.- US dollars placée sous main de justice suivant procès-verbal de saisie no 8/138/00 du 18 février 2000 auprès de la banque CREDIT EUROPEEN ;

o r d o n n e la confiscation des objets suivants:

-documents saisis suivant procès-verbal n°8/134/00 du 17.02.2000

-documents saisis suivant procès-verbal n°8/139/00 du 18.02.2000

-documents, fausses pièces d'identité, téléphone portable de marque NOKIA, téléphone portable de marque ERICSSON, calculatrice, cartes de visites, carte VISA émise au nom de X'), une boîte contenant huit tampons contrefaits et un ordinateur portable "Liteline", saisis suivant procès-verbal n°4/431/00 du 23.03.2000

-documents, appareil téléphonique de marque Cresta, logiciels divers, saisis suivant procès-verbal 4/462/00 du 31.03.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/201/00 du 05.04.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/415/00 du 16.05.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/448/00 du 29.05.2000

-ordinateur de marque Escon saisi suivant procès-verbal no 8/454/00 du 05.06.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/920/00 du 15.11.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/834/00 du 10.10.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/904/00 du 07.11.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/1038/00 du 28.12.2000

-documents saisis suivant procès-verbal no 8/1039/00 du 28.12.2000

de la Police grand-ducale de Luxembourg, Service de Police Judiciaire, en tant qu'objets ayant servi à commettre les infractions retenues à l'encontre du prévenu;

f i x e l'amende subsidiaire à **50 (CINQUANTE) euros** au cas où la confiscation du téléphone portable de marque NOKIA ne pourrait être exécutée ;

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende subsidiaire à 1 jour ;

f i x e l'amende subsidiaire à **50 (CINQUANTE) euros** au cas où la confiscation du téléphone portable de marque ERICSSON ne pourrait être exécutée ;

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende subsidiaire à 1 jour ;

f i x e l'amende subsidiaire à **50 (CINQUANTE) euros** au cas où la confiscation de l'appareil téléphonique de marque Cresta ne pourrait être exécutée ;

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende subsidiaire à 1 jour ;

f i x e l'amende subsidiaire à **50 (CINQUANTE) euros** au cas où la confiscation de la calculatrice ne pourrait être exécutée ;

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende subsidiaire à 1 jour ;

f i x e l'amende subsidiaire à **500 (CINQ CENTS) euros** au cas où la confiscation de l'ordinateur portable "Liteline" ne pourrait être exécutée ;

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende subsidiaire à 10 jours ;

f i x e l'amende subsidiaire à **500 (CINQ CENTS) euros** au cas où la confiscation de l'ordinateur de marque Escon ne pourrait être exécutée ;

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende subsidiaire à 10 jours ;

AU CIVIL

1. Partie civile de A.) :

d o n n e a c t e à **A.)** de sa constitution de partie civile contre **X.)**;

s e d é c l a r e compétent pour en connaître ;

d é c l a r e la demande **recevable**;

l a d é c l a r e fondée en principe;

la **d i t** fondée et justifiée pour le montant de deux millions de US dollars (2.000.000.- US dollars) ;

c o n d a m n e X.) à payer à **A.)** le montant de deux millions de US dollars (2.000.000.- US dollars) avec les intérêts au taux légal à partir du 21 juin 2005, jour de la demande en justice, jusqu'à solde ;

d i t que la somme dont la restitution a été ordonnée, sera imputée, après sa restitution effective, sur cette condamnation ;

c o n d a m n e X.) aux frais de cette demande civile ;

2. Partie civile de B.) :

d o n n e a c t e à **B.)** de sa constitution de partie civile contre **X.)**;

s e d é c l a r e compétent pour en connaître ;

d é c l a r e la demande **recevable**;

l a d é c l a r e fondée en principe;

la **d i t** fondée et justifiée pour le montant de cinq cent mille US dollars (500.000.- US dollars) ;

c o n d a m n e X.) à payer à **B.)** le montant de cinq cent mille US dollars (500.000.- US dollars) avec les intérêts au taux légal à partir du 21 juin 2005, jour de la demande en justice, jusqu'à solde ;

d i t que la somme dont la restitution a été ordonnée, sera imputée, après sa restitution effective, sur cette condamnation ;

c o n d a m n e X.) aux frais de cette demande civile ;

3. Partie civile de C.) :

d o n n e a c t e à C.) de sa constitution de partie civile contre X.);

s e d é c l a r e compétent pour en connaître ;

d é c l a r e la demande **recevable**;

l a d é c l a r e fondée en principe;

la **d i t** fondée et justifiée pour le montant de cent mille US dollars (100.000.- US dollars) ;

c o n d a m n e X.) à payer à C.) le montant de cent mille US dollars (100.000.- US dollars) avec les intérêts au taux légal à partir du 21 juin 2005, jour de la demande en justice, jusqu'à solde ;

d i t que la somme dont la restitution a été ordonnée, sera imputée, après sa restitution effective, sur cette condamnation ;

c o n d a m n e X.) aux frais de cette demande civile ;

4. Partie civile de D.) :

d o n n e a c t e à D.) de sa constitution de partie civile contre X.);

s e d é c l a r e compétent pour en connaître ;

d é c l a r e la demande **recevable**;

l a d é c l a r e fondée en principe;

la **d i t** fondée et justifiée pour le montant de cent mille US dollars (100.000.- US dollars) ;

c o n d a m n e X.) à payer à D.) le montant de cent mille US dollars (100.000.- US dollars) avec les intérêts au taux légal à partir du 21 juin 2005, jour de la demande en justice, jusqu'à solde ;

d i t que la somme dont la restitution a été ordonnée, sera imputée, après sa restitution effective, sur cette condamnation ;

c o n d a m n e X.) aux frais de cette demande civile ;

5. Partie civile de E.) :

d o n n e a c t e à E.) de sa constitution de partie civile contre X.);

s e d é c l a r e compétent pour en connaître ;

d é c l a r e la demande **recevable**;

l a d é c l a r e fondée en principe;

la **d i t** fondée et justifiée pour le montant de cent mille US dollars (100.000.- US dollars) ;

c o n d a m n e X.) à payer à E.) le montant de cent mille US dollars (100.000.- US dollars) avec les intérêts au taux légal à partir du 21 juin 2005, jour de la demande en justice, jusqu'à solde ;

d i t que la somme dont la restitution a été ordonnée, sera imputée, après sa restitution effective, sur cette condamnation ;

c o n d a m n e X.) aux frais de cette demande civile ;

6. Partie civile de F.) :

d o n n e a c t e à F.) de sa constitution de partie civile contre X.);

s e d é c l a r e compétent pour en connaître ;

d é c l a r e la demande **recevable**;

l a d é c l a r e f o n d é e en principe;

la **d i t** fondée et justifiée pour le montant de cent mille US dollars (100.000.- US dollars) ;

c o n d a m n e X.) à payer à F.) le montant de cent mille US dollars (100.000.- US dollars) avec les intérêts au taux légal à partir du 21 juin 2005, jour de la demande en justice, jusqu'à solde ;

d i t que la somme dont la restitution a été ordonnée, sera imputée, après sa restitution effective, sur cette condamnation ;

c o n d a m n e X.) aux frais de cette demande civile ;

Par application des articles 28, 29, 30, 31, 32, 44, 60, 65, 66, 184, 193, 196, 197, 198, 199, 199bis, 213, 214, 231 et 496 du Code pénal, articles 2 et 64 de la loi du 5.04.1993, articles 3, 155, 179, 182, 184, 186, 189, 190, 190-1, 194, 194-1, 195 du Code d'instruction criminelle qui furent désignés à l'audience par Madame la Vice-présidente.

Ainsi fait et jugé par Monique FELTZ, vice-présidente, Simone PELLEES, premier juge et Anne-Françoise GREMLING, juge, et prononcé, en présence de Stéphanie NEUEN, substitut du Procureur d'Etat, en l'audience publique dudit tribunal d'arrondissement de Luxembourg, date qu'en tête, par Madame la Vice-présidente, assistée du greffier Marion FUSENIG, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.

De ce jugement, appel au civil fut relevé au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg 29 juillet 2005 par l'appel au civil de Maître Pascale SPELTZ en sa qualité de curateur de la faillite de la société de la société **SOC1.)** S.A.; le 16 août 2005 par l'appel au civil de **A.)**, le 19 août par l'appel au civil de **C.)** et le 24 août 2005 par l'appel au civil de **B.)**.

En vertu de ces appels et par citation du 13 juillet 2006, le prévenu **X.)** alias **X'.)** alias **X'').)** fut requis de comparaître à l'audience publique du 3 novembre 2006 devant la Cour d'appel de Luxembourg, cinquième chambre, siégeant en matière correctionnelle, pour y entendre statuer sur le mérite des appels interjetés. L'affaire fut décommandée.

Par nouvelle citation du 26 octobre 2006, le prévenu **X.)** alias **X'.)** alias **X'').)** fut requis de comparaître à l'audience publique du 23 février 2007 devant la Cour d'appel de Luxembourg, cinquième chambre, siégeant en matière correctionnelle, pour y entendre statuer sur le mérite des appels interjetés. A cette audience l'affaire fut remise sine die.

Par nouvelle citation du 2 mars 2007 et par citation publiée au journal « Luxemburger Wort » en date du 8 mars 2007, le prévenu **X.)** alias **X'.)** alias **X'').)** fut requis de comparaître à l'audience publique du 20 juin 2007 devant la Cour d'appel de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, pour y entendre statuer sur le mérite des appels interjetés.

A cette audience le prévenu **X.)** alias **X'.)** alias **X'').)** ne comparut pas.

Maître Jean MINDEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en remplacement de Maître Pascale SPELTZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, développa plus amplement les moyens d'appel de la société **SOC1.)** s.a.,

Maître Lex THIELEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, développa plus amplement les moyens d'appel de **A.)**.

Maître Erwann SEVELLEC, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en remplacement de Maître Alain LORANG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, développa plus amplement les moyens d'appel de **C.)**.

Le sieur **B.)** fut entendu en ses moyens d'appel.

Madame l'avocat général Jeanne GUILLAUME, assumant les fonctions de ministère public, se rapporta à la sagesse de la Cour.

L A C O U R

prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique du 10 octobre 2007, à laquelle le prononcé avait été fixé, l'**arrêt** qui suit :

Revu le jugement correctionnel rendu par défaut à l'égard du prévenu et défendeur au civil **X.)** le 14 juillet 2005 par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg,

décision dont la motivation et le dispositif se trouvent reproduits aux qualités du présent arrêt.

Ce jugement a été entrepris

- le 29 juillet 2005 par l'appel au civil de Maître Pascale SPELTZ en sa qualité de curateur de la faillite de la société de la société **SOC1.)** S.A.
- le 16 août 2005 par l'appel au civil de **A.)**
- le 19 août par l'appel au civil de **C.)**
- le 24 août 2005 par l'appel au civil de **B.)**.

Par jugement du 14 juillet 2005, les juges de première instance, statuant par défaut à l'égard de **X.)**, l'ont condamné du chef des infractions retenues à sa charge à une peine d'emprisonnement de 8 ans et une amende de 25.000 €. Ils ont déclaré non fondée la demande en mainlevée d'objets saisis et en restitution présentée par Maître Pascale SPELTZ, prise en sa qualité de curateur de la faillite de la société anonyme **SOC1.)** et ordonné d'office la restitution au marc le franc aux légitimes propriétaires des sommes placées sous main de justice et la confiscation de divers objets.

Ledit jugement par défaut n'avait, au jour de l'audience de la Cour du 20 juin 2007, pas fait l'objet d'une signification ou notification au prévenu au sens de l'article 187 alinéa 1^{er} du code d'instruction criminelle.

L'actuelle disposition du code d'instruction criminelle luxembourgeois correspond à l'article 187, alinéa 3, de l'ancien code d'instruction criminelle français (suite à une modification opérée à ce code par une loi du 27 juin 1866), et la jurisprudence luxembourgeoise a suivi la jurisprudence française qui s'est dégagée à propos du texte correspondant de l'ancien code d'instruction criminelle français.

Lorsque la signification d'une décision par défaut n'a pas été faite à personne, l'opposition est en principe recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine, à moins qu'il ne résulte d'actes d'exécution que le prévenu a eu connaissance non seulement de la condamnation prononcée contre lui, mais encore de la signification qui lui a été faite de la décision (Roger Thiry, Précis d'instruction criminelle en droit luxembourgeois, n°509, page 285, et les jurisprudences citées sous la note de bas de page n°536).

Il faut qu'il résulte d'actes d'exécution que le prévenu a été informé de la signification de la décision de condamnation. Dans ce cas, le délai court du jour où cette signification a été connue de lui (Cassation française, 12 mars 1931, Bulletin criminel, n°76, page 142 ; Cassation française, 15 décembre 1960, Bulletin criminel, n°591, page 1160).

En l'espèce, aucun acte d'exécution n'a été pris à l'encontre du prévenu. Il n'est dès lors pas établi que ce dernier ait connaissance du jugement du 14 juillet 2005 prononcé par défaut à son égard. Le délai d'opposition n'a pas commencé à courir et n'est, partant, pas expiré.

Il est constant que la juridiction d'appel doit surseoir à statuer sur l'appel jusqu'à ce que le délai d'opposition soit expiré (Roger Thiry Précis d'instruction criminelle en droit luxembourgeois, Volume II, n°551, page 331).

Il y a partant lieu de surseoir à statuer en ce qui concerne les appels dont la Cour se trouve saisie jusqu'à expiration des délais d'opposition et d'appel relatifs au jugement du 14 juillet 2005 ayant statué par défaut à l'égard de X.) et, le cas échéant, jusqu'à l'expiration du délai d'appel courant à l'égard de toutes les parties en cause dans l'hypothèse d'un jugement sur opposition.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant par défaut à l'égard de X.), les demandeurs au civil entendus en leurs explications et moyens de défense, sur le réquisitoire du ministère public,

surseoit à statuer ;

réserve les frais et fixe l'affaire au rôle spécial.

Ainsi fait et jugé en audience publique par la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, au Palais de Justice à Luxembourg, 12, Côte d'Eich, où étaient présents :

Arnold WAGENER, président de chambre à la Cour d'appel,
Joséane SCHROEDER, conseiller à la Cour d'appel,
Astrid MAAS, conseiller à la Cour d'appel,
John PETRY, avocat général,
Marc SERRES, greffier,

qui, à l'exception du représentant du ministère public, ont signé le présent arrêt.

La lecture de l'arrêt a été faite en audience publique au Palais de Justice à Luxembourg, 12, Côte d'Eich, par Monsieur Arnold WAGENER, président de chambre, en présence de Monsieur John PETRY, avocat général, et de Monsieur Marc SERRES, greffier.